



Lettre 35 – Juin 2022

La prochaine lettre sera publiée en Juillet 2022 (et une seule) et il y en aura probablement une autre pour le mois d'Août. D'ici là le gouvernement français sera installé et il y aura lieu de savoir où en sera son attitude vis-à-vis des migrants et réfugiés. Qui sait ? Les conditions d'accueil des réfugiés en Allemagne et en Italie sont en train de se modifier (voir les rubriques ci-dessous). Qu'en sera-t-il des conventions avec la Tunisie pour l'accueil en France de travailleurs temporaires pour le tourisme de la construction ? Bonnes vacances, si vous avez la chance d'en prendre, mais n'oubliez pas les réfugiés de tous pays qui durant cette période seront toujours dans l'inquiétude de leur devenir.

Michel Girard

Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
FRANCE.....	3
L'hôtellerie-restauration cherche des saisonniers en Tunisie - Suite.....	3
Le recours exclusif au service en ligne ne pourra plus être imposé.....	4
Lettre au président de la république.....	4
Calais.....	5
Créteil.....	6
Darnétal (seine maritime).....	6
Gap.....	7
Granville.....	7
Ille-et-Vilaine.....	8
Lyon.....	8
Mayotte.....	8
Pays de Loire.....	8
Paris.....	9
Reims.....	11
Rennes.....	11
MANCHE.....	12
L'avis de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord	12
MÉDITERRANÉE.....	12
Plaidoyer de SOS Méditerranée pour éviter des blocages de migrants en mer.....	12
Grèce-Turquie	14
UNION EUROPÉENNE.....	14
Les murs en Europe	14
Allemagne	15
Belgique.....	15
Espagne.....	17

Grèce.....	20
Italie	22
ONU - Organisation internationale pour les migrants.....	23
FRONTIÈRE BIÉLORUSSE – POLOGNE	25
EUROPE.....	26
Europol démantèle un réseau de passeurs.....	26
Bosnie-Herzégovine.....	26
Royaume-Uni.....	26
Serbie.....	28
AFRIQUE.....	29
Algérie.....	29
Cameroun.....	30
Libye.....	30
Maroc.....	31
République Démocratique du Congo.....	32
Tchad	32
Tunisie.....	32
ASIE	33
Thaïlande.....	33
AMÉRIQUE	34
Mexique.....	34
USA.....	34
A VOIR – A LIRE.....	34
Témoignage.....	35
Un Iranien, raconte sa traversée de la Manche.....	36
On est mieux en France qu'en Grèce.....	37

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

La contrôléeuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL), a publié le 2 juin 2022, un rapport est décrit le quotidien des exilés dans les centres de rétention administrative français (CRA). En un mot : Un enfermement "inhumain". Tout au long de l'année 2021, elle a effectué plusieurs visites dans les CRA de Bordeaux, Nice, Hendaye, Nîmes, Strasbourg et Palaiseau (région parisienne), dans les zones d'attente des aéroports de Nice, Lyon, et Roissy-Charles de Gaulle, ainsi que dans le local de rétention administrative de Tourcoing. L'allongement de la période de rétention pour les étrangers en situation irrégulière. À cause de la pandémie et des fermetures des frontières, les éloignements ont été rares. *"La réticence des autorités du pays de destination à accorder des laissez-passer"* et *"l'obstination des autorités françaises à prolonger les mesures en dépit de la disparition des perspectives d'éloignement"*, a forcé les exilés à patienter dans les CRA parfois plusieurs mois. Alors même que ces structures, *"conçues à l'origine pour de brèves périodes, d'un mois au plus"*, ne sont pas adaptées pour des séjours longs. Malgré cela, ni *"nouvelles installations"* ni *"changement de règlement"* n'ont été opérés pour *"supporter le temps qui s'écoule dans l'ennui, l'inaction et l'angoisse"*, déplore la CGLPL. L'attente et le stress d'un avenir incertain, mêlés à des conditions de rétention difficiles, ont sensiblement dégradé l'état psychologique des occupants. En mars 2022 un incendie volontaire s'est déclaré dans le nouveau CRA de Lyon, ouvert en début d'année, pour dénoncer les conditions de vie de la structure. Ce nouveau centre, *"très compartimenté"* selon les acteurs associatifs, est situé si près de l'aéroport que *"les retenus entendent les avions toute la journée, ça en est assourdissant"*. Autre conséquence de la

pandémie pour les exilés, la détérioration des conditions sanitaires dans les CRA. À cause, d'abord, de *"l'impossibilité de mettre en œuvre quelconques mesures de distanciation sociale"*. *"En décembre 2021, alors que la cinquième vague de la pandémie s'abattait sur la France, les personnes étaient encore hébergées dans des chambres collectives et prenaient leurs repas dans des salles communes"*. En outre, *"aucun gel hydroalcoolique n'était distribué au motif étrange 'qu'ils le boivent'. Le savon n'est pas à libre disposition dans les sanitaires et dans les salles communes, aucun geste barrière n'est respecté"*. La CGLPL a également relevé que la vaccination *"n'était pas systématiquement proposée aux personnes retenues, pourtant exposées à des risques importants de contamination"*, et que d'autres étaient maintenues en rétention *"en dépit de certificats médicaux établissant l'incompatibilité de leur état de santé avec la rétention du fait, notamment, de risques importants de développer des formes graves du Covid"*. Ce contexte, d'après la CGLPL rendait tout bonnement impossible *"la rétention administrative"*. *"En ce sens, de nombreuses décisions de placement en rétention sont injustifiées et leur légalité contestable"*. Ces manquements, régulièrement signalés aux autorités compétentes par la CGLPL et des associations, sont rarement pris en compte par les autorités. Les recommandations faites par la contrôlease sur *"les conditions d'hébergement"* et *"l'insuffisance de la nourriture"* sont ainsi *"globalement restées sans suite"*. Comme chaque année, des locaux *"inadaptés"* et *"mal entretenus"*, et du *"meublé dégradé et vétuste non remplacé"*. Dans son dernier rapport, elle demande donc à ce que *"les conditions matérielles dans lesquelles se déroule la rétention fassent l'objet d'une véritable politique publique, financée en conséquence"*. Mais les moyens alloués aux CRA semblent se diriger ailleurs. En lieu et place *"d'une réfection des locaux permettant d'assurer a minima un accueil digne des personnes retenues"*, les investissements immobiliers s'orientent prioritairement *"vers un accroissement de la sécurité, qu'aucune donnée objective ne semble justifier - les incidents sont peu nombreux"*

<https://www.cgpl.fr/2022/publication-du-rapport-dactivite-2021/>

FRANCE

L'HÔTELLERIE-RESTAURATION CHERCHE DES SAISONNIERS EN TUNISIE - SUITE

En mai 2022, l'Union des Métiers des Industries de l'Hôtellerie (Umih) a proposé au gouvernement français de recruter 4000 saisonniers tunisiens. Des tunisiens n'attendent qu'une chose : que le partenariat entre la France et la Tunisie soit officiellement signé. L'Umih veut signer en juin 2022 à Tunis cet accord qui mettra en relation l'Aneti, l'agence tunisienne pour l'emploi, et les entreprises françaises souhaitant recruter des saisonniers tunisiens payés selon les grilles de salaires de la branche hôtellerie-restauration en France. Pour un élève de l'Institut des Hautes Études Touristiques, école d'hôtellerie installée dans la banlieue de Tunis : *"Tout le monde sait que l'art culinaire est né en France et on rêve tous d'améliorer notre technicité en travaillant en France. Si je vais en France, je profiterais de chaque heure pour apprendre un maximum de choses. Je sais que c'est dur d'y arriver, mais mon rêve serait de travailler pour un établissement étoilé."* Les contrats en question ne devraient pas dépasser les cinq mois. Malgré des volumes horaires important, un autre tunisien a aussi très envie de tenter l'aventure. *"Même s'ils ne nous embauchent qu'un mois ça sera génial. Même une seule semaine ! Cela laisse le temps de montrer ce que tu sais faire. Et quand l'employeur va voir de quoi tu es capable, il ne va pas vouloir te lâcher, il va vouloir te garder dans son équipe !"* Mais certains, membre de l'Association tunisienne des Professionnels de l'Art culinaire, craignent que ces possibles départs déséquilibrent le marché de l'emploi tunisien. *"Personnellement, je souhaite le meilleur aux Tunisiens qui feront le choix d'aller travailler en France mais cela ne doit pas faire oublier que la Tunisie aussi a besoin de bras. Nos*

hôtels aussi ont besoin de main d'œuvre. Nos hôtels ont rouvert ici aussi. Nous avons la même problématique qu'en France ici en Tunisie. Pendant les deux ans de pandémie de Covid, le personnel qui travaillait dans l'industrie du tourisme a fait le choix ici de faire autre chose que son métier d'origine et maintenant la Tunisie a également des besoins de personnel. J'ai peur que cet accord avec la France n'ait des conséquences négatives pour nous. J'ai peur que la qualité du service ou encore de la nourriture s'en ressente. Quelle sera la solution si les gens partent ? Faire venir du personnel de pays africains? Pourquoi pas. Cela va décaler le problème. Les Tunisiens partent en France et nous on fera venir du personnel de pays africains. Maintenant la question qui se posera sera celle de la langue parce que ces gens là ne parlent pas arabe mais français. On verra, je m'avance beaucoup mais j'espère qu'on n'aura pas à en arriver là."

LE RECOURS EXCLUSIF AU SERVICE EN LIGNE NE POURRA PLUS ÊTRE IMPOSÉ

Le Conseil d'État vient de décider : « *Eu égard aux caractéristiques du public concerné, à la diversité et à la complexité des situations des demandeurs et aux conséquences qu'a sur la situation d'un étranger, notamment sur son droit à se maintenir en France et, dans certains cas, à y travailler, l'enregistrement de sa demande, il incombe au pouvoir réglementaire, lorsqu'il impose le recours à un téléservice pour l'obtention de certains titres de séjour, de prévoir (...) un accompagnement* » pour les personnes concernées. Cette annonce du 3 juin 2022 annule le décret du 24 mars 2021 et l'arrêté du 27 avril 2021 imposant aux étrangers de faire leurs démarches uniquement en ligne pour obtenir ou renouveler leur titre de séjour. La pratique avait été rendue officielle le 1er mai 2021. Le gouvernement ne peut donc pas imposer le recours exclusif au téléservice si son accès n'est pas garanti à tous les usagers. Il recommande un système d'accompagnement des étrangers qui rencontrent des difficultés devant leur écran, voire la possibilité de se rendre en préfecture. Pour l'instant, pour accéder au personnel d'une préfecture, il faut prendre un rendez-vous en ligne. En attendant que le gouvernement revoie sa copie, le conseil d'État précise que l'administration est tenue de proposer une autre modalité pour le dépôt des demandes de titre de séjour.

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les collectivités membres de l'ANVITA, Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants, interpelle le Président de la République.

« M. Le Président de la République, votre réélection vous confère, une nouvelle fois, la fonction la plus importante de notre République et une responsabilité immense. [...]

La question de l'accueil inconditionnel, de l'ouverture au monde, de notre capacité à accorder l'asile et à recevoir dignement dans le cadre d'un premier accueil est centrale. C'est le projet politique que nous portons à l'ANVITA, l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillantes, inspiré de l'expérience de nos collectivités territoriales accueillantes. C'est un projet qui se mène au quotidien et qui se déroule sans heurts ni clivage. [...]

L'accueil réservé aux personnes ukrainiennes doit être un exemple répliquable à toutes personnes venues chercher refuge sur nos territoires. Aujourd'hui nous assistons à un **accueil différencié selon l'origine** : l'accès au travail est garanti aux Ukrainien·nes alors qu'il est refusé aux demandeurs d'asile. Des places d'hébergements sont réservées aux Ukrainien·nes quand de nombreuses autres nationalités se les voient refusées.

Il est temps de changer non seulement de méthode mais aussi de politique, Monsieur le Président, afin de mettre en œuvre un projet d'accueil digne, cohérent avec les moyens nécessaires pour permettre à chacun de vivre, temporairement ou plus durablement, dans notre pays avec un accès au logement, à la santé, à l'emploi, à l'éducation et la culture.

Sur ce sujet, la réponse est claire pour l'ANVITA : **l'accueil inconditionnel partout et pour toutes et tous !** ».

<https://www.anvita.fr/fr/nos-actualites/view/tribune-laccueil-pour-toutes-et-tous>

CALAIS

Dimanche 29 mai 2022, les secours ont été "*appelés à 6h02 pour un piéton de sexe masculin, d'âge indéterminé, percuté par un train de fret au niveau du chemin Castre*". Cet homme se trouvait à l'arrivée du train "*allongé sur la voie, et possiblement allongé dans un sac de couchage*", a ensuite précisé le procureur adjoint. Il est "*possible qu'il se soit relevé*" dans les derniers instants, "*sans que le conducteur n'ait eu, à quelque moment que ce soit, la possibilité de l'éviter*". La victime est décédée sur le coup. Le commissariat de Calais va "*se rapprocher des associations et des migrants eux-mêmes*" pour tenter d'identifier l'homme.

Dans son **Rapport annuel** paru mardi 7 juin, le collectif **Human Rights Observers** (HRO) affirme avoir dénombré entre le 1er novembre 2020 et le 31 octobre 2021, à Calais 1 226 expulsions de lieux de vie informels - contre 61 dans la ville voisine de Grande-Synthe. **Les camps de migrants de Calais sont ainsi évacués 25 fois par semaine**. A chaque fois, Quatre à sept cars de gendarmes ou de CRS et des camions de la Police aux frontières (PAF) débarquent dans les camps de migrants pour y déloger leurs habitants. Les forces de l'ordre arrivent équipées de matraque en bois, gaz lacrymogène, armes à feu, parfois LBD, et sont protégées de gilets pare-balles et de boucliers. Elles installent un cordon de sécurité autour du campement, réveillent les exilés et "*contraignent les personnes présentes à quitter leur espace de vie*". À côté des forces de l'ordre, se tiennent des interprètes mandatés par la préfecture et des membres d'une entreprise privée de nettoyage (APC) mandatés par la préfecture par la préfecture. La société de nettoyage suit les policiers et procède à la saisie des affaires des migrants, qu'ils soient présents ou non. Tout y passe : tentes, couvertures, bâches, voire sacs à dos pouvant contenir des documents d'identité, de l'argent ou encore des téléphones portables. En 2021, **2 833 sacs de couchage ou couvertures** ont été saisis lors de ces opérations, selon HRO, et au moins **640 sacs**. En fin d'année dernière, pourtant, les autorités avaient affirmé que les exilés auraient dorénavant du temps pour récupérer leurs affaires avant une évacuation. Mais HRO estime avoir recueilli "*suffisamment de preuves*" pour affirmer le contraire. "*Les forces de l'ordre ne laissent presque jamais le temps aux personnes expulsées d'emporter leurs affaires*", assure le collectif, qui déplore que "*ce rythme effréné de vol et de destructions de bien joue sur le stock des associations (...) et précarise davantage*" les migrants. Ces objets sont ensuite envoyés dans un hangar où les migrants peuvent se présenter spontanément (entre 13h et 16h). Ce dispositif inédit vanté par les autorités lors de son ouverture en janvier dernier est largement critiqué par les associations. Les sacs à dos, les téléphones ou les papiers d'identité sont restitués aux migrants qui parviennent à justifier qu'il s'agit bien de leurs effets personnels. Mais les tentes, les couvertures, les bâches ou les vêtements sont donnés au premier venu, sans que ces affaires ne soient nominatives. Pour la simple et bonne raison qu'il est "*impossible de nommer le premier propriétaire*", avait précisé à l'époque François Cordier, président de l'association « Face Valo », mandatée par l'État pour gérer les lieux. Résultat, d'après les humanitaires : peu de personnes se rendent dans la structure. Les migrants, qui restent dans la région dans l'espoir d'atteindre l'Angleterre, tentent donc de regagner leur lieu de vie quelques heures ou quelques jours plus tard. Si celui-ci n'a pas été rendu impraticable par les autorités. Dans son rapport, HRO dénonce une logique sécuritaire et non humanitaire dans la manière dont les autorités traitent les migrants. "*Les forces de l'ordre ne sont pas utilisées dans un objectif de*

protection mais pour exécuter et encadrer un harcèlement pensé et organisé par les dirigeants français". Cette politique migratoire menée depuis des années prône l'absence de "points de fixation" et essaye par tous les moyens d'éviter la (re)formation de campements. Le rapport de HRO montre que cette vision ne produit pas le résultat escompté par les autorités.

CRÉTEIL

Près de 200 Maliens, Sénégalais et Guinéens sans papiers ont manifesté sous les fenêtres de la préfecture du Val-de-Marne, lundi après-midi 31 mai 2022, afin de réclamer une énième fois leur régularisation. Tous se trouvent en situation irrégulière sur le territoire français mais tous travaillent, pour la plupart à Alfortville chez Derichebourg, un sous-traitant de Chronopost où ils trient les colis, chargent et déchargent les camions, etc. « *L'État nous demande de travailler pour être régularisés et obtenir un titre de séjour. Mais l'employeur refuse de donner les documents nécessaires (formulaires Cerfa et certificats de concordance). On veut travailler légalement !* », résume un manutentionnaire chez Derichebourg à Alfortville depuis 2020. Une situation ubuesque que dénoncent le collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry-sur-Seine, l'Union syndicale Solidaires 94 et Sud PTT. Leur lutte dure depuis 2019. Elle a permis la régularisation de 73 étrangers mais 83 sont restés sur le bord de la route. Une petite avancée vient toutefois d'avoir lieu le 28 mai. La Poste a rompu le contrat qui la liait à Derichebourg sur les sites Chronopost d'Alfortville et de DPD au Coudray-Monteaux (Essonne). Pour certains, il s'agit d'un demi-aveu prouvant que Derichebourg exploite un système bien rodé autour des travailleurs sans-papiers avec lequel La Poste cherche à prendre ses distances désormais. « *Mais ce qu'on voudrait surtout, c'est que La Poste reconnaisse être le donneur d'ordre, admette sa responsabilité* ». Pour débloquer les choses, il faudrait aussi que Derichebourg fournisse les formulaires demandés par la préfecture. « *Chronopost n'étant pas l'employeur des travailleurs sans-papiers, La Poste ne peut intervenir* », indique la Poste. La préfecture, sollicitée, n'a pas souhaité commenter le sujet. « *On ne partira pas de la France. On a mis des années à venir ici. Chez moi, c'est la guerre. Ici, c'est la liberté et je peux travailler pour envoyer l'argent à ma famille au pays. L'État a déjà proposé 2 000 euros à certains pour un retour volontaire. C'est non. On reste en France et on se battra pour obtenir nos papiers.* » De nouvelles manifestations sont prévues devant le ministère de l'Intérieur à Paris, puis à Champigny-sur-Marne devant une société de nettoyage qui emploierait aussi des sans-papiers et serait « *championne des condamnations aux Prud'hommes de Créteil* ».

<https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/travailleurs-sans-papiers-dalfortville-la-poste-rompt-le-contrat-avec-son-sous-traitant-30-05-2022-4KSDBHLDCVGMZGHBZJH2GGBHDE.php?ts=1654073906922>

DARNÉTAL (SEINE MARITIME)

Migrant malien de 20 ans, a obtenu un CDI de boucher à Darnétal, près de Rouen, après avoir obtenu son CAP en juin 2021. Il a obtenu son précieux contrat à durée indéterminée et a un logement. Mais selon l'administration, il doit désormais retourner au Mali pour reformuler sa demande pour séjourner en France. Il a pourtant réussi son intégration et est devenu un employé indispensable, dans un métier qui peine à recruter. Une situation qui a fait réagir la maire de Rouen. Dans un courrier adressé au préfet de Seine-Maritime le 8 juin 2022, le maire de Rouen et président de la Métropole demande l'arrêt de la procédure d'expulsion du territoire français ; « *Le jeune malien est menacé d'expulsion du territoire alors-même que son parcours est un modèle d'intégration, et sa présence essentielle à la survie du petit commerce où il exerce son métier. Son patron le décrit comme un jeune homme compétent et intégré dans la société.* » Tout semblait favorable pour le renouvellement de son titre de séjour. Son frère lui a envoyé un extrait de naissance de l'administration malienne. Lors de l'examen du dossier, la préfecture a conclu que ce papier n'était pas conforme. "Il s'avère que dans l'instruction de la demande, le document de date de naissance s'est avéré être un faux, c'est une fraude documentaire". Un arrêté demandant qu'Adama quitte le territoire a été prononcé mais "Il pourra solliciter depuis le Mali de manière

légale un visa long séjour" .

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/societe/immigration/migrants>

GAP

En 2018, la mort d'une jeune Nigériane, 21 ans à l'époque, a été un choc immense pour le village de La Vachette, dans les Hautes-Alpes. La région a été le théâtre d'un drame, dans la nuit du 6 au 7 mai. Pendant longtemps, aucun témoin n'a été interrogé par les gendarmes au sujet de la mort de cette migrante qui tentait de rejoindre la France depuis l'Italie. Son corps avait été retrouvé le 9 mai 2018 dans le barrage de Prelles sur la Durance, à Saint-Martin-de-Queyrières, à près de 10 kilomètres de la ville de Briançon. Sa sœur avait à l'époque porté plainte en accusant les gendarmes d'avoir tendu un "véritable guet-apens" au groupe dans lequel la jeune femme figurait. Dans leurs déclarations, les gendarmes avaient indiqué ne pas s'être lancés à la poursuite de la jeune femme et de deux de ses compagnons de route. La justice avait par deux fois déclaré un non-lieu. La cour d'appel de Grenoble n'avait pas retenu en février 2021 les accusations d'homicide involontaire, de mise en danger de la vie d'autrui et de non-assistance à personne en danger visant les gendarmes. Depuis, un témoin camerounais essentiel a été retrouvé et il incrimine les gendarmes présents cette nuit-là. Il a fait, avec la jeune fille, la route depuis l'Italie. Il assure que les gendarmes les ont repérés dans le village de La Vachette et que l'un d'eux a poursuivi la jeune fille dans un jardin, près de la Durance. La jeune femme serait alors tombée dans l'eau en voulant lui échapper. *"Je l'ai entendue crier : 'Help me, help me!'. Au fur et à mesure qu'elle criait, sa voix s'éloignait... Ensuite, le gendarme est allé dire à ses collègues qu'elle était tombée dans la rivière mais qu'elle avait peut-être traversé. Ils n'ont pas appelé les secours. Des gendarmes sont allés [essayer de] chercher [la jeune fille] de l'autre côté"*. Le camerounais et un autre migrant qui accompagnaient la victime ont été interpellés peu après et renvoyés en Italie. Aujourd'hui sans-papiers en France, il n'a pas voulu raconter sa version des faits aux autorités françaises. En 2018, les gendarmes avaient voulu l'interroger mais il avait alors refusé, rapporte Médiapart. *"J'ai dit non. Et j'ai cassé la puce de mon téléphone. Pourquoi ils veulent que je témoigne alors qu'ils m'ont couru après ?"* L'association « Tous migrants » et la sœur de la jeune femme ont déposé, vendredi 27 mai 2022, une *"demande de réouverture d'information judiciaire"*. Selon leur avocat, les déclarations du témoins sont *"de nature à rebattre totalement les cartes"*. Le nouveau témoignage vient appuyer les incohérences repérées par Tous migrants dans les allégations des gendarmes et par l'ONG Border forensics, qui enquête sur les cas de violences aux frontières. *"Seule la réouverture de l'instruction pourra déterminer de manière définitive les événements ayant mené à la mort de la jeune femme et d'établir les responsabilités"*, souligne Tous migrants. Le procureur de la République de Gap, a indiqué, vendredi 27 mai 2022 que la demande de réouverture de l'enquête *"sera étudiée lorsque les éléments originaux seront transmis au parquet"*. *"Tout ce que je veux c'est que justice soit rendue pour ma sœur, pour qu'elle puisse reposer en paix"*, a déclaré la sœur de la victime.

GRANVILLE

Comme chaque année, l'association « Port d'attache » vient en aide aux migrants à Granville en organisant une vente de homards jusqu'au 18 juin 2022. (demi-homard des Minquiers, 200 g de bulots et un pot de mayonnaise pour 15 €). Avec l'opération jus de pomme ou encore le méchoui qui aura lieu à Hudimesnil le dimanche 3 juillet 2022, l'association récolte ainsi l'argent nécessaire à ses frais de fonctionnement pour l'accueil des personnes mais aussi les frais de justice pour les accompagner dans leurs démarches administratives. Des démarches qui restent longues pour les personnes migrantes comme pour cet homme, arrivé du Bangladesh et qui peine à faire reconnaître son statut de mineur non accompagné. Les procédures sont longues et coûteuses et l'association compte sur ces rendez-vous annuels comme sur les dons pour tenir. « Nous organisons une permanence juridique à l'Agora les 2ème mercredis du mois et nous sommes toujours à la recherche de petits logements indépendants pour accueillir des jeunes et des familles. Un café

hebdomadaire a aussi lieu à 14 h 30 le vendredi à l'Agora. » En 2021, 598 parts de homards avaient été vendues et le record pourrait être battu cette année car la pêche promet d'être bonne.

<https://www.ouest-france.fr/normandie/granville-50400/a-granville-l-association-port-d-attache-vient-en-aide-aux-migrants-en-vendant-des-homards-b9abe2e8-dd9e-11ec-8402-b465269db5a0>

ILLE-ET-VILAINE

Dans un communiqué, le collectif Territoires accueillants, qui fédère des associations et collectivités locales accompagnant des migrants avec ou sans papiers dans le département d'Ille-et-Vilaine, interpelle les élus et candidats aux élections législatives pour modifier les « *conditions d'accès à l'emploi pour les migrants* ». Il demande qu'il ne soit plus « obligé d'attendre cinq ans avant qu'un migrant puisse accéder à une autorisation de travailler lorsque cela correspond à un besoin d'entreprises » et veut « permettre aux personnes sans papiers d'obtenir une autorisation de travail d'une durée d'un an (renouvelable sous conditions) pour donner à l'entreprise une lisibilité sur la gestion de ses ressources humaines et favoriser l'intégration dans l'emploi ». « La Bretagne, et plus particulièrement l'Ille-et-Vilaine, a des besoins de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs et le taux de chômage est dans les plus bas de France : 5,8 % pour la Bretagne, 5,2 % pour l'Ille-et-Vilaine, contre 7,2 % pour la France métropolitaine, rappelle le collectif. Des migrants ne bénéficient pas d'autorisation de travailler alors qu'ils sont motivés et disponibles pour occuper un emploi. Plus de 500 de ces personnes sont actuellement répertoriées par notre réseau Territoires accueillants 35. » Ces militants souhaitent que l'Ille-et-Vilaine soit un département « test » pour un tel dispositif. Ils demandent aux élus et candidats de signifier leur « *soutien actif pour une évolution des modalités administratives d'accès à l'embauche des travailleurs migrants en attente de régularisation* ».

LYON

Au cours des trois derniers mois, le gymnase Bellecombe a accueilli des réfugiés ukrainiens contraints de quitter leur pays après le début de l'invasion de la Russie. Le site, aménagé par le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri et géré par la Croix-Rouge Française, avait une capacité d'accueil de 140 lits. Ce sont au total 7080 nuitées qui ont été enregistrées sur place depuis le mois de février avec la mobilisation de plus de 150 agents de la Ville de Lyon.

Installés depuis juin 2021 dans un squat à la Croix-Rousse à Lyon, « le Chemineur », de jeunes migrants vont finalement quitter les lieux. Le collectif « soutiens/migrants » a négocié avec la Métropole de Lyon qui va les prendre en charge avec l'aide de la préfecture. Un dispositif bienvenu mais encore insuffisant pour s'occuper de tous les jeunes migrants en situation de recours pour être reconnus mineurs sur le territoire. Le 4 juillet 2022, la Métropole de Lyon va reloger ces 55 jeunes. La collectivité compte ouvrir un dispositif de 40 places pour les prendre en charge le temps de leur recours. En attendant de pouvoir en bénéficier, les quinze restants seront logés à l'hôtel. Le dispositif a pour vocation de devenir pérenne et d'accueillir ensuite d'autres jeunes.

MAYOTTE

Depuis une semaine, la Cimade a constaté un climat apaisé et serein autour de leurs bureaux, après plus de 5 mois de blocage et de manifestations. Elle a donc repris possession des lieux, commencé à rouvrir les accueils d'accès au droit et repris les activités quotidiennes.

PAYS DE LOIRE

Une vingtaine d'Ukrainiens a rallié la région ce samedi soir depuis Cracovie en Pologne. C'est le premier car affrété par la Région depuis le début de la guerre en Ukraine. "Dès qu'il y a un un groupe suffisamment important, on a dit 'on y va, on ne les fait pas plus attendre'. Certains pourront même à terme rester vivre dans des logements de fonction vacants dans les lycées. Une jeune femme est venue avec sa fille de cinq ans et sa sœur, avec qui elle tenait un commerce dans

l'est de l'Ukraine, avant le début de la guerre. *"Mon village est pratiquement occupé, c'est déjà le cas pour la ville juste à côté, et les soldats russes ne nous laissent rien faire. Nous avons donc du fuir en Pologne, fin mars"*, explique-t-elle. Les trois Ukrainiennes vont être accueillies près de Tours en Indre-et-Loire. *"On doit leur faire confiance, il faut qu'on apprenne à se connaître, j'ai un peu peur, c'est normal"*. La famille : *"On s'est proposés sur différentes plate-formes dès le début du conflit pour accueillir des réfugiés et on a été contactés en début de semaine. On a fait ce choix, parce qu'on a été touchés par la situation, on s'est projetés et notre situation le permettait"*. Ces Ukrainiens arrivés en France bénéficient de la gratuité des transports REMI (cars, trains) *"pour que ces personnes puissent faire des démarches administratives"*. Les enfants et adolescents ukrainiens auront accès aux établissements scolaires pour y poursuivre leur scolarité. *"Nous prenons également l'engagement de les aider à repartir, le moment venu, dès qu'il y aura un peu moins de tension et de danger dans leur pays"*, affirme le président de la Région.

PARIS

Des petites tentes ont investi la place de la Bastille, dans le centre de Paris, samedi 28 mai 2022. L'association Utopia 56, qui vient en aide aux migrants, a monté ce campement pour alerter sur la situation des **mineurs isolés** à la rue. L'association prévoit de laisser le dispositif en place "pour une durée illimitée" bien qu'il soit probable que le campement soit démantelé assez rapidement, comme c'est souvent le cas dans la capitale. Les jeunes migrants qui vivent dans le campement sont des jeunes qui se disent mineurs mais qui n'ont pas été reconnus comme tels par le dispositif chargé d'évaluer leur âge. Dans l'attente de la réponse à leur recours devant la justice, ils sont sans solution d'hébergement, n'étant admis ni dans les structures pour majeurs, ni pris en charge en tant que mineurs. *"L'objectif, c'est de demander la création de structures d'accompagnement et d'hébergement pour les mineurs isolés"*, a expliqué le coordinateur d'Utopia 56 Paris. *"Ces jeunes se retrouvent à la rue en attendant que leur recours soit examiné par le juge des enfants alors qu'ils sont vulnérables et qu'ils ont souvent un parcours d'exil traumatique"*. Le seul centre d'hébergement qui existe à Paris est doté d'une quarantaine de lits, il n'est pas en mesure de recevoir davantage de personnes. Utopia 56 demande *"la reconnaissance et le respect de la présomption de minorité, de l'intérêt supérieur de l'enfant et du droit au recours effectif, partout en France, jusqu'à décision contraire du juge des enfants"*. Environ 65 % des jeunes accompagnés par Utopia 56 à Paris ont finalement été reconnus mineurs en 2021, à l'issue d'un recours. Cette même année, l'association a accompagné plus de 500 jeunes en France. Depuis des années, des jeunes migrants, âgés de 14 à 17 ans, survivent ainsi, sans toit ni aide de l'État, à Paris. Selon une estimation de l'Assemblée des départements de France, environ 40 000 mineurs isolés étrangers étaient pris en charge en 2020 au titre de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Pour l'année 2019, plus de 16 000 mineurs ont été confiés à l'ASE par décision de justice.

Une trentaine de mineurs isolés étrangers vivent depuis samedi dans un campement installé sur la place de la Bastille, dans le centre de Paris, à l'initiative de l'association Utopia 56. Pour ces jeunes considérés comme majeurs par le dispositif d'évaluation, l'attente de leur recours en justice se fait dans la rue, sans assistance, ni accès à la scolarité. Utopia 56 parvient, grâce aux invendus des boulangeries, à distribuer du pain le matin aux jeunes. Le repas du soir est assuré par l'association « la Chorba ». Mais, en début de semaine, les jeunes ont le plus grand mal à obtenir un déjeuner. Du jeudi au dimanche, l'association « Midis de mie » distribue des repas dans le 20ème arrondissement. *"Je suis originaire de Côte d'Ivoire. Si je suis venu en France depuis l'Italie, c'est que des amis m'ont dit qu'ils avaient pu aller facilement à l'école ici. Pour eux, ça a été facile, mais pas pour moi. Je voudrais aller à l'école et faire une formation en mécanique. Je m'y connais déjà un petit peu parce que mon frère est mécanicien. Je l'ai aidé parfois. J'ai eu une réponse négative concernant ma prise en charge en tant que mineur le 4 mai 2022 et, depuis, je dors à la rue. Souvent la police vient et nous dit que l'on doit bouger. C'est difficile, on ne fait rien de nos journées, on s'ennuie beaucoup. Depuis ce matin, je n'ai rien mangé à part du pain sec. Parfois,*

quand on pense à l'incertitude de nos démarches administratives, on devient fou." "Je viens de Gambie. J'ai quitté mon pays en septembre 2021 et je suis arrivé en France il y a quelques semaines. J'ai dû quitter l'hôtel où je dormais quand le Demie (Dispositif d'évaluation des mineurs isolés étrangers) a refusé de me reconnaître mineur. J'ai alors dormi avec d'autres jeunes pendant une semaine dans un camp encadré par Utopia 56 à Saint Mandé [en région parisienne]. Mais la police venait presque tous les jours nous dire de partir. Je suis très fatigué parce que je ne dors pas bien dans la rue. Je ne peux jamais reposer mon esprit. Je passe mes journées à aller chercher à manger. Personne ne voudrait vivre comme cela. Je pensais qu'en venant en France, tout irait bien. Je suis venu ici parce qu'en Italie, je ne comprenais pas du tout la langue et je ne pouvais pas aller à l'école. Je suis né en Gambie mais ma famille est originaire de Guinée, donc je comprends le français mais je n'arrive pas à le parler. J'ai quitté mon pays parce que ma mère est morte et j'ai dû aller vivre avec mon père et sa nouvelle femme mais cette dernière me traitait mal. Elle refusait que j'aille à l'école et me traitait comme son domestique."

En 2018, en plein débat sur l'accueil du navire l'Aquarius et de ses 630 migrants, alors qu'Éric Ciotti avait exprimé comprendre le refus de l'Italie d'accueillir le bateau, Cédric Herrou, le militant de la Roya, avait alors publié un tweet : "J'ai trouvé le plus gros porc français qui accueille tout le misérabilisme du monde !! @ECiotti champion du monde !!!" . Il s'en était alors suivi une bataille juridique qui avait abouti à la relaxe totale du militant de la Roya par le tribunal de Grasse. En 2020, la cour d'appel d'Aix-en-Provence avait en revanche confirmé la relaxe pour diffamation, mais l'avait condamné pour injure. Mardi 31 mai 2022, quatre ans après les faits, **Cédric Herrou voit sa condamnation complètement annulée**. La Cour de cassation, qu'avait saisi Éric Ciotti, a estimé que bien qu'outrageant, le propos avait été tenu dans un contexte satirique jouant sur l'orthographe de "port" et "porc" et qu'en plus, tout était lié au débat sur la politique migratoire.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/cedric-herrou-relaxe-pour-avoir-qualifie-dans-un-tweet-eric-ciotti-de-plus-gros-porc-francais-1654005094>

Démantèlement et retour à la rue

À la lisière du périphérique parisien, porte de Pantin, près de 80 personnes survivent dans un camp informel monté à même la terre, et parmi les rats qui se cachent dans la végétation. La moitié d'entre elles, des Afghans, sont des exilés évacués de l'ancien "camp du Cheval noir" situé à quelques centaines de mètres de là, à Pantin, et collé à l'hôtel du même nom, démantelé le 11 mai 2022. Environ 500 migrants étaient censés être « *mis à l'abri* ». Le soulagement d'une prise en charge avait pourtant rapidement laissé place à l'inquiétude. Une quarantaine de personnes, faute de lits suffisants dans les lieux d'accueil, avait été dispersée par la police et sommée de quitter le quartier. D'autres, en raison de leur statut administratif avaient été remis à la rue le jour-même. À l'instar des "dublinés", dont la demande d'asile dépend du premier pays d'arrivée en Europe, et qui ne peuvent prétendre à un hébergement en France pendant au moins 18 mois. "*Je suis sous procédure Dublin alors l'hébergement m'a été refusé. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne nous aide pas. On veut juste avoir une vie normale, en sécurité. Est-ce qu'à leurs yeux nous ne sommes pas des êtres humains comme les autres ?*". Une famille a quitté l'hôtel dans lequel elle était hébergée par le 115, elle a trouvé refuge à la gare de Lyon, à Paris. Là-bas, un petit groupe de personnes de la Croix-Rouge distribuait des repas aux personnes dans la précarité. "*Avec mes parents, mes frères et ma petite sœur de deux ans, on s'est approchés, soulagés et contents de pouvoir enfin manger quelque chose. Avant de nous donner un panier, une personne de l'association nous a demandé de quel pays on venait. Quand on lui a dit qu'on était du Maroc, elle a repris le sac qu'elle nous avait tendu. Et nous a répondu : 'Désolé, c'est uniquement pour les ukrainiens'. C'est un moment qui restera gravé dans ma tête. Jamais je n'aurais imaginé un jour voir mon père pleurer*".

Les juges ont condamné vendredi 10 juin l'ancien président de l'association "Vies de

Paris" à deux ans de prison dont un an avec sursis probatoire. Il a été reconnu **coupable de "traite aggravée d'êtres humains"** par le tribunal correctionnel de Paris. Sous couvert d'aider les migrants, ce français d'origine haïtienne de 54 ans, s'est enrichi sur leur dos. Il leur faisait miroiter la promesse d'une régularisation administrative en échange d'une adhésion qui leur permettait de bénéficier d'une adresse postale et d'heures de travail à son service (payées 1 à 3 euros de l'heure). Le système mis au point était de proposer aux "bénévoles" un crédit et de travailler pour lui afin de rembourser les soi-disant services qu'il leur offrait. L'association a employé des exilés avec "la promesse d'une rémunération", tout en affirmant qu'elle les "aiderait à se régulariser", a expliqué le président du tribunal en rendant son jugement. Il a souligné les "remarques humiliantes" du président et des conditions de travail qui ne respectaient pas "la dignité". Au total, une cinquantaine de personnes s'étaient portées parties civiles dans ce dossier, dont la CGT et le Comité contre l'esclavage moderne (CCEM). Une enquête de l'inspection du travail et de l'Office de lutte contre le travail illégal (OCLTI), débutée en janvier 2019, faisait état de 159 victimes. Deux anciennes cadres étaient également poursuivies dans cette affaire. L'une a été reconnue coupable de "complicité de traite aggravée d'êtres humains" et condamnée à huit mois de prison avec sursis. La seconde a été relaxée. "C'est une vraie victoire", s'est félicité un des avocats des victimes, qui a insisté sur l'importance de la reconnaissance de la "traite d'êtres humains" pour que les victimes "soient rétablies dans leur dignité".

REIMS

Parrain Ukraine Reims est un collectif de belles âmes animées d'un élan de solidarité et d'entraide. Depuis Reims (Marne), ces citoyens engagés viennent en aide aux Ukrainiens isolés sur place ou déplacés par la guerre chez eux. Des ukrainiens qui ont fui la guerre en se réfugiant en champagne, et de rémois qui accueillent chez eux, et qui aident au quotidien ces familles. 49 familles ukrainiennes accueillies, dont 18 à Reims : 132 personnes, soit 75 majeurs et 57 mineurs.

RENNES

3000 Ukrainiens ont trouvé refuge en Bretagne. Ils peuvent compter sur le soutien de plusieurs associations et notamment à Rennes de "Solidarité Bretagne Ukraine". Sa vice-présidente a tous mes proches en Ukraine, sa famille, ses amis d'enfance. Dans sa ville, les gens se mobilisent, ils travaillent, ils cherchent à s'occuper, ils s'occupent de leur potager, ils se préparent pour l'hiver. Ici, dans un premier temps, on a mis en place des interprètes, de traducteurs à la préfecture pour aider à les accueillir d'une façon rapide, pour améliorer la communication entre les autorités et les Ukrainiens. Ensuite, dans l'association, nous avons mis en place une permanence juridique pour aider les gens avec leurs démarches juridiques. Maintenant il y a aussi une permanence administrative qui va démarrer cette semaine. Car les gens commencent à avoir des questionnements sur comment faire des études, sur comment avoir un téléphone portable et de petites choses comme ça. Donc on va les accompagner. Et puis surtout, on cherche à les rendre autonomes le plus vite possible". On a écouté les besoins des Ukrainiens qui sont arrivés. La première chose, c'est d'apprendre le français et d'aller travailler pour être indépendant. Et donc on est parti sur ce besoin là. Il y a déjà des personnes qui ont suivi des cours. On est en train de chercher les financements pour pouvoir mettre en place des cours de français avec un professionnel de FLE (français langue étrangère), justement pour accélérer les choses pendant l'été, pour qu'en septembre ils puissent rentrer dans le monde de travail. Il y a aussi du bénévolat pour leur faire apprendre les 100 phrases les plus répandues en français, des petites choses comme ça". Les Ukrainiens qui sont arrivés en Bretagne n'arrivaient pas à défaire leurs bagages et c'était difficile pour eux. Et il y en a pas mal qui sont retournés dans le pays, dont sa belle sœur et ses deux nièces. Elle connaît déjà six personnes qui sont retournées en Ukraine. Elles préfèrent être chez elles et ça, c'est important. Ils ont vu que la guerre dure et là, ils veulent reprendre leur vie. Notre association aujourd'hui, cherche un local sur Rennes pour pouvoir en faire un "café repère" dans le centre. On a

aussi besoin de quelques dons financiers parce qu'on est en train de monter un projet de bibliothèque ukrainienne à Rennes. Pour nous, la culture, c'est très important dans le sens où ça fait vraiment barrage à la barbarie et cela aide à apporter un soutien psychologique aux personnes qui sont arrivées".

<https://www.francebleu.fr/infos/international/a-rennes-solidarite-bretagne-ukraine-propose-desormais-des-cours-de-francais-aux-refugies-ukrainiens-1654588491>

MANCHE

L'avis de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord

Les chiffres liés à des traversées de la Manche évoluent très rapidement car il y a des traversées quasiment tous les jours. Depuis le début de l'année, nous avons comptabilisé 320 tentatives de traversées et 11 000 personnes qui ont réussi de passer. C'est presque le double du nombre de traversées sur la même période il y a deux ans. Aujourd'hui même [mercredi 1er juin 2022], il y a des opérations en cours, ce qui montre que les chiffres évoluent quotidiennement. Désormais, on a affaire à des traversées qui sont très organisées avec des bateaux similaires les uns aux autres. On a maintenant très peu d'embarcations improvisées. Ce que l'on voit le plus souvent, ce sont des embarcations semi-rigides qui peuvent contenir entre 20 et 40 personnes. Depuis la fin 2021 et début 2022, nous constatons une augmentation continue des traversées. C'est pourquoi nous essayons d'adapter nos dispositifs de sauvetage pour aider ces gens qui prennent de plus en plus des risques. Que deviennent les migrants qui sont secourus en mer, une fois qu'ils sont accompagnés jusqu'au port et remis aux autorités de la Police aux frontières ? Pour la partie mer, ce sont les autorités de la préfecture maritime qui ont la compétence des décisions. Mais une fois que les personnes arrivent à terre, c'est la préfecture du département qui prend le relais, soit en leur proposant des solutions d'hébergements, soit en les orientant vers d'autres centres prévus. Il arrive souvent que les personnes libérées après les procédures de contrôles dans les ports retentent leur chance dans la Manche. D'autant plus que dans la partie maritime où les opérations de sauvetage ont lieu, il n'y a pas de contrôle d'identité. Le dispositif à terre dépend de la responsabilité de la préfecture de département. Pour la partie maritime, il est évident que nous ne pouvons pas mettre un bateau patrouilleur derrière chaque embarcation. Comme souvent, nous devons assister à plusieurs opérations par jour. Il nous faut prioriser ceux qui ont plus besoin d'aide et d'assistance. Ce sont les embarcations surchargées avec des enfants en bas âge que nous accompagnons en priorité. Il faut aussi souligner que sur la partie littorale, il y a plus de 200 km de côtes à surveiller. On pourrait peut-être améliorer les moyens à terre, mais il est difficilement envisageable de mettre un cordon complètement hermétique ou des barbelés tout autour du littoral.

MÉDITERRANÉE

PLAIDOYER DE SOS MÉDITERRANÉE POUR ÉVITER DES BLOCAGES DE MIGRANTS EN MER

L'ONG SOS Méditerranée appelle à l'adoption d'urgence d'un mécanisme de solidarité européenne pour éviter des blocages de migrants qui s'allongent en mer. Cet appel intervient à la veille d'un conseil européen des ministres de l'Intérieur et de la Justice prévu jeudi 8 et vendredi 9 juin 2022, sous la présidence française de l'Union européenne qui s'est fixée pour mission de faire

progresser les discussions sur les questions de migrations.

« Il faut absolument qu'il y ait un mécanisme de solidarité qui se mette en place, qui soit prévisible, c'est-à-dire qu'on sache à l'avance où les personnes vont être orientées, une fois qu'elles seront débarquées dans un port sûr », généralement en Italie ou à Malte, pays en première ligne, a plaidé la fondatrice, à Marseille, où est basé le siège de l'ONG. « Il faut que les autorités italiennes puissent savoir combien de personnes vont être envoyées dans tel ou tel pays, et à l'avance, pour qu'il n'y ait pas de discussions au cas par cas pour chaque sauvetage comme c'est le cas aujourd'hui », avec des blocages qui s'allongent en mer. « Voir qu'il y a des millions de personnes d'Ukraine qui sont accueillies en Europe, ça montre que c'est possible ». Depuis le début de l'année en cours, seulement 17 000 arrivées de migrants traversant depuis l'Afrique ont été enregistrées en Italie

Mare Jonio

29 personnes ont été secourues par le navire Mare Jonio, au large de la Libye, a annoncé l'équipage le 5 juin. Le navire a accosté le 9 juin 2022 matin au port de Pozzallo, en Sicile. Las d'attendre, les humanitaires ont lancé mercredi 7 juin 2022 un ultimatum à l'Italie. "Les choses sont simples : soit un port de débarquement nous est assigné sans délai (...), soit dès que nous gagnerons les côtes siciliennes, nous entrerons dans le premier port accessible". Le ministère italien "a 10 heures pour s'organiser". Les autorités italiennes ont finalement donné leur accord avant que le Mare Jonio ne force l'entrée dans un port du pays.

Sea Watch 3

Le Sea Watch 3 a été averti à temps. Jeudi 2 juin 2022, vers midi, il a secouru 25 personnes entassées sur un canot au large de la Libye. Tous les passagers sont en bonne santé. Vendredi 3 juin 2022, deux sauvetages ont eu lieu en l'espace de quelques heures : 99 personnes à bord d'un canot pneumatique, et 49 autres sur une embarcation de bois. Alerté quelques heures plus tôt par Alarm Phone, l'équipage a finalement "pu embarquer tout le monde en toute sécurité". Les passagers "sont désormais pris en charge par notre équipe médicale", a fait savoir l'association. Ils sont désormais à bord, "à l'abri" après "leur fuite sur de la Méditerranée". Samedi 4 juin 2022 dans la soirée, a concerné 85 migrants ayant pris la mer sur un bateau de bois. Ces personnes "étaient sur le point d'être capturées par un patrouilleur des prétendus garde-côtes libyens". L'Italie a finalement attribué vendredi 9 juin le port sicilien de Pozzallo au Sea Watch 3. L'ONG demande "un engagement européen en faveur d'un mécanisme de débarquement durable pour les personnes secourues en Méditerranée centrale".

Sea-Watch 4

Il est amarré en Sicile.

Aurora

L'Aurora est le nouveau navire humanitaire affrété par Sea-Watch (l'ONG allemande) et l'ONG britannique SAR-Relief. Long de 14 mètres, l'Aurora a été "spécialement converti" pour effectuer des sauvetages en Méditerranée, ont précisé les militants de Sea-Watch. "C'est l'un des navires les plus rapides de la flotte civile". Il est une "réponse aux personnes laissées mortes aux portes de l'Europe. Chaque urgence maritime est une course contre la montre, surtout lorsque les États ne remplissent pas leur devoir de sauvetage". Il est cependant moins adapté pour prendre en charge sur une longue période un grand nombre de personnes, en comparaison de l'Open Arms ou de l'Ocean Viking, qui sont beaucoup plus grands et possèdent des moyens humains et matériels plus importants. Le nouveau bateau de l'ONG allemande compte à bord uniquement six membres d'équipage et ne permet pas de s'abriter en cas de d'intempéries ou de se protéger du soleil.

Lundi 30 mai 2022 au petit matin, l'ONG allemande Sea-Watch a secouru 86 personnes, dont une femme et trois enfants, en détresse en Méditerranée centrale. L'embarcation avait alerté la plateforme d'aide aux migrants en mer Alarm Phone, qui a elle-même prévenu le **voilier Nadir** de « Resqship », présent dans la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone). Dans la nuit de dimanche 29 à lundi 30 mai 2022, le voilier a repéré le canot, parti la veille de Zouara, à l'ouest de la Libye. "L'eau était déjà entrée dans le bateau, qui bougeait de plus en plus. Malgré la situation menaçante, les gens sont restés relativement calme". Le Nadir a distribué des gilets de sauvetage aux naufragés et est resté près de l'embarcation en attendant l'arrivée de l'Aurora. Les rescapés ont été rapidement autorisés à débarquer au port italien de Lampedusa, quelques heures seulement après leur sauvetage.

Seabird

L'ONG allemande est également présente avec cet avion de surveillance

Ocean Viking

L'attente aura une nouvelle fois duré plusieurs jours. Dimanche 29 mai, soit 10 jours après son premier sauvetage au large de la Libye, l'Ocean Viking a finalement été autorisé à débarquer au port sicilien de Pozzallo les 294 personnes secourues en Méditerranée centrale.

GRÈCE-TURQUIE

Les tentatives de traversée de la mer Égée se multiplient depuis les côtes turques vers les côtes grecs se multiplient avec le retour des beaux jours. Plus de 3 000 demandeurs d'asile seraient arrivés en Grèce depuis janvier 2022, dont environ 1 000 pour le seul mois d'avril 2022. Certaines ONG se demandent si Ankara avait sciemment laissé passer ces migrants ? Lors du discours du Premier ministre grec au Congrès américain le 17 mai 2022, le chef du gouvernement grec a pointé du doigt les menaces et violations de son espace aérien et maritime opérées par la Turquie - sans jamais la nommer. Le président turc a rétorqué que le Premier ministre grec "*n'existait plus à ses yeux*" et que de facto, tout dialogue entre les gouvernements respectifs étaient gelés. Le 31 mai 2022, le ministre turc des Affaires étrangères a remis en cause la souveraineté grecque sur 16 îles de la mer Égée parmi lesquelles Rhodes, Samos, Chios et Lesbos - connues pour être des lieux d'arrivées d'embarcations de migrants. Ces déclarations belliqueuses ont été condamnées par le secrétaire d'État américain, ainsi que par l'Union européenne (UE) et son président en marge de son discours de clôture du sommet européen extraordinaire des 30 et 31 mai 2022. Ankara ne semble plus respecter les accords signés avec l'UE en 2016, l'engageant à freiner le flux migratoire vers le Vieux continent en échange d'une importante somme d'argent. Inquiet, le gouvernement grec a donc décidé de renforcer ses frontières. Les patrouilles de garde-côtes ont été doublées, le mur de barbelés de 35 km qui sépare la frontière terrestre entre les deux pays, va s'étendre jusqu'à 120 km. Selon Athènes, les tentatives de passages se multiplient aussi à la frontière terrestre au nord. "*Tout cela se fait au détriment des migrants à qui la Turquie promet l'Europe bien que l'Europe les rejette*", s'insurge l'ONG « Asaia » à Samos. "*Ils font office de balles de ping-pong, c'est inhumain. La mer Égée va redevenir un cimetière marin*". De son côté, la Turquie - ainsi que plusieurs associations - condamne les refoulements de la Grèce en mer opérés par les autorités grecques et, les agent de Frontex.

UNION EUROPÉENNE

LES MURS EN EUROPE

Depuis des années, l'Europe se barricade et érige des murs métalliques ou de barbelés,

dans le but d'empêcher les migrants de passer les frontières. Il existe actuellement une dizaine de murs anti-migrants dans l'Union européenne.



La plupart sont situés aux frontières extérieures de l'UE, principalement dans l'est. La Pologne, par exemple, construit actuellement un mur en béton qui remplacera bientôt, sur 4 portions, les barbelés à sa frontière avec la Biélorussie. Mais au sein de l'Union, des barrières sont aussi été dressées entre des pays membres de l'UE : Autriche/Slovénie, Hongrie/Croatie et Slovaquie/Croatie.

En Rouge, les murs, ou barbelés construits en Europe.

<https://www.hugolescargot.com/coloriages/1075-carte-europe/>

ALLEMAGNE

La ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, vient de présenter un nouveau projet de loi qui pourrait permettre aux migrants qui se sont vus délivrer une "Duldung" ; une autorisation provisoire de séjour en Allemagne pour une période limitée ; l'obligation de quitter l'Allemagne reste toutefois maintenue. Elle est généralement délivrée parce qu'il existe des obstacles à l'expulsion d'une personne qui n'a pas obtenu de protection internationale : absence de papiers, une maladie grave, femmes enceintes, ou ceux qui suivent des études ou une formation. Cette autorisation de séjour est valide que pour une courte période mais peut être renouvelée. Certains vivent depuis plusieurs années en Allemagne avec ce statut, ont un travail, mais restent dans l'incertitude d'une éventuelle expulsion. Le gouvernement allemand estime désormais que les personnes ayant passé plus de cinq ans en Allemagne avec une Duldung doivent pouvoir planifier leur vie à long terme dans le pays. Si le projet de loi est approuvé par le parlement, plus de 100 000 migrants pourraient être éligibles à ce programme de régularisation. Les migrants éligibles se verraient initialement délivrer un permis de séjour d'un an. Ils devront ensuite prouver qu'ils ont appris la langue allemande et qu'ils peuvent subvenir à leurs besoins financiers. Après cette "année d'essai", ils pourront obtenir un permis de séjour longue durée. L'ONG de défense des migrants « Pro Asyl » a salué la proposition du gouvernement, tout en estimant que le nombre de bénéficiaires potentiels était surévalué. Les partis d'opposition conservateurs de la CDU/CSU critiquent ce projet de loi qui viserait à faire croire à des personnes arrivées sans besoin de protection en Allemagne qu'elles pourront résider à long terme en Allemagne. Ce projet de loi constitue une incitation supplémentaire pour ceux qui cherchent à entrer illégalement en Allemagne. Pour le député, la loi "*se détourne des principes de gestion, de contrôle et de limitation de la migration*". Cela constituerait un "faux signal" donné aux personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale et qui ne ferait qu'encourager l'immigration clandestine. Le gouvernement se défend en rappelant que des dizaines de milliers de migrants arrivés en Allemagne en 2015, et qui n'ont pas obtenu l'asile, sont maintenant bien intégrés en dans le pays et ont du travail, alors que l'économie allemande souffre d'un manque énorme en main d'œuvre.

BELGIQUE

Le 17 janvier 2022, L'État belge et l'agence fédérale pour demandeurs d'asile Fedasil ont été condamnés : "*Il appartient à l'État belge de prévoir les structures appropriées pour faire face à des hausses du nombre de demandes qui n'ont, en tant que telles, rien d'extraordinaire et*

sont récurrentes". Mais près de cinq mois après la condamnation judiciaire, le gouvernement ne *"respecte toujours pas la décision de justice"*, selon la personne en charge des questions d'accueil et de protection au « Ciré », une association dédiée à la défense des droits des personnes exilées. Pour tenter d'enrayer la crise, les autorités ont changé de stratégie : elles classent dorénavant les migrants en fonction de leur statut. D'un côté, les demandeurs d'asile "classiques" sont enregistrés au Petit-Château et hébergés dans les centres. D'un autre, les dublinés et les personnes ayant obtenu un statut de réfugié dans un autre pays européen sont placés sur une liste d'attente et ne bénéficient pas immédiatement d'une place d'hébergement. En moyenne, entre 100 et 200 migrants se présentent chaque jour au centre d'enregistrement et une quarantaine sont laissés sans solution, d'après les observations des associations.

Jusque-là, les dublinés étaient accueillis dans des centres normaux puis notifiés d'un renvoi dans le premier pays européen d'arrivée. Ils étaient ensuite envoyés dans des POR (places ouvertes de retour) avant leur renvoi. Mais seul 3% des transferts Dublin sont exécutés en Belgique et donc la majorité restaient dans les POR pendant le traitement de leur dossier. Pour tenter d'enrayer la crise, les autorités ont changé de stratégie : elles classent dorénavant les migrants en fonction de leur statut. D'un côté, les demandeurs d'asile "classiques" sont enregistrés au Petit-Château et hébergés dans les centres. D'un autre, les dublinés et les personnes ayant obtenu un statut de réfugié dans un autre pays européen sont placés sur une liste d'attente et ne bénéficient pas immédiatement d'une place d'hébergement.

En moyenne, entre 100 et 200 migrants se présentent chaque jour au centre d'enregistrement et une quarantaine sont laissés sans solution, d'après les observations des associations. Jusque-là, les dublinés étaient accueillis dans des centres normaux puis notifiés d'un renvoi dans le premier pays européen d'arrivée. Ils étaient ensuite envoyés dans des POR (places ouvertes de retour) avant leur renvoi. Mais seul 3% des transferts Dublin sont exécutés en Belgique et donc la majorité restaient dans les POR pendant le traitement de leur dossier. *"Le système d'accueil est saturé, on doit faire des choix", "la saturation s'explique par une part plus importante de personnes qui entrent dans le dispositif que de ceux qui n'en sortent"*. En moyenne, un exilé est accueilli un an et demi dans un centre, période correspondant à la durée de traitement de son dossier d'asile. *On continue de chercher des solutions mais ce n'est pas toujours évident et ça prend du temps*". Cette nouvelle politique pousse les migrants recalés à trouver des alternatives par leurs propres moyens. La plupart sont hébergés dans les centres gérés par des associations ou chez des particuliers. *"Ces profils de demandeurs d'asile atterrissent chez nous en masse"*, constate la plateforme citoyenne d'aide aux réfugiés. Dans les permanences de l'association, le taux de dublinés ou de personnes ayant obtenu la protection dans un autre État est passé de 11% à 65% sur les trois derniers mois. *"On est, avec d'autres humanitaires, en première ligne pour leur accueil et leur accompagnement juridique"*. Maintenir des demandeurs d'asile, quel que soit leur statut, en dehors des structures d'accueil est non seulement contraire au jugement du tribunal de janvier mais aussi au droit européen. Un dubliné doit en effet être pris en charge jusqu'au transfert effectif dans le pays responsable. Pour faire respecter la loi, des avocats introduisent en masse des recours en urgence devant la justice, à un rythme d'une trentaine par semaine. Depuis le début de l'année, environ 700 demandes ont été faites au tribunal sur le sujet de l'hébergement, et 100% des décisions rendues l'ont été en faveur du demandeur d'asile. La personne retourne alors au Petit-Château avec son ordonnance et obtient un hébergement dans la foulée. *"C'est un travail de dingue pour les associations, les avocats et les tribunaux qui ne traitent plus que ces dossiers, uniquement car Fedasil ne fait pas son job"*. La charge est si importante que les juges sont sortis de leur réserve le 24 mai dernier en critiquant vivement l'agence fédérale. Dans un communiqué, le tribunal du travail francophone de Bruxelles (en charge de ces affaires) affirme que *"le bon fonctionnement de la justice sociale est menacé par cette situation exceptionnelle"*. *le bon fonctionnement de la justice sociale est menacé par cette situation exceptionnelle*, d'autant que *"l'immense majorité des dossiers*

soumis ne paraît en réalité pas représenter des réels litiges puisque Fedasil ne conteste pas le droit à l'accueil des demandeurs d'asile, mais qu'elle attend d'être condamnée par le tribunal avant d'accorder ce droit". "Ce contentieux n'a manifestement pas sa place devant une instance judiciaire" et se fait "au détriment d'autres contentieux et justiciables", tance le tribunal, pour qui cette logique ne "permet à Fedasil que de 'gagner' quelques jours avant d'héberger les demandeurs d'asile". La stratégie de l'État belge en matière migratoire impacte toute une partie de la société, or le gouvernement ne semble apporter aucune solution. Et, les mêmes scènes se répètent devant le Petit-Château : du 9 au 17 mai 2022, personne (tous profils confondus) n'a pu obtenir un toit en raison du manque de places dans les centres d'accueil. Et ce cas de figure s'est reproduit lundi 30 mai 2022 pour une bonne partie des demandeurs d'asile présents ce jour-là.

Pour protester contre l'entêtement des autorités à leur refuser un titre de séjour, 475 sans-papiers au total avaient entamé, en mai 2021, une grève de la faim. Un an plus tard, *"sur les 442 dossiers de régularisation humanitaire introduits seules 55 décisions positives ont été prises, soit environ 1 dossier sur 8"*, indique le CIRÉ, une association dédiée à la défense des droits des personnes exilées. Refus assortis d'une obligation de quitter le territoire *"Cette issue est très décevante et attriste beaucoup les grévistes, regrette le porte-parole des sans-papiers du Béguinage. Les gens sont en colère, ils se sentent humiliés par le gouvernement qui leur avait fait des promesses, mais qui n'a absolument pas respecté sa parole"*. Après deux mois de mouvement, et une très forte dégradation de la santé des grévistes, un accord oral avait été passé entre eux et le gouvernement. Ce dernier leur avait promis d'étudier tous les dossiers, au cas par cas. Suscitant pour les sans-papiers l'espoir d'une régularisation après, pour certains, des années de combat. Des personnes qui ont obtenu une réponse positive à leur dossier ont présenté les mêmes arguments que les sans-papiers dont la demande n'a, pourtant, pas abouti. *"Des parents célibataires avec enfants ont été régularisés. D'autres, pourtant dans la même situation, ne l'ont pas été. Des exilés qui avaient obtenu un titre de séjour en 2009 - à la suite d'une autre grève de la faim - et qui l'ont perdu ensuite, ont eux aussi obtenu satisfaction. D'autres grévistes, qui présentaient exactement le même profil, ont reçu une réponse négative"*. (service politique du CIRÉ). *"Parmi les exclus de la régularisation, il y a d'anciens étudiants, qui ont passé plusieurs années en séjour légal en Belgique. Des personnes dont toute la famille vit ici légalement depuis très longtemps [...] Des boulangers, des pâtisseries, des électriciens, des infirmiers, des couturières... qui ont tous en commun que leur vie est ici"*. Mais en Belgique, *"la loi ne fixe pas de critères d'obtention du titre de séjour. Ce sont des éléments en balance, une conjonction d'arguments qui vont influencer l'issue de la demande, dans un sens ou dans l'autre"*. la Belgique a adopté depuis quelques années une ligne très dure au sujet de l'immigration, en restreignant par exemple les conditions d'accès légales au séjour. *"Le montant des revenus pour prétendre à un regroupement familial a beaucoup augmenté"*. Ce durcissement s'applique aussi aux étrangers en situation régulière. Le statut de réfugié, auparavant illimité dans le temps, vaut désormais pour cinq ans. Fin mars, Le gouvernement a annoncé la construction de nouveaux 3 centres fermés, équivalent des centres de rétention en France, et un centre de départ, créant ainsi 500 places supplémentaires. *"Cette décision historique marque un véritable tournant. Nous créons plus de capacité de retour que jamais et pouvons faire un pas de géant dans la politique de retour de notre pays"*. Rentrer en Algérie est *"tout simplement impossible"*. *"Ici, je me suis fait beaucoup d'amis, des Belges, des Marocains, des Turcs, raconte-t-il. En Algérie, je n'ai plus ma copine, et j'ai même perdu mon père. Je n'ai plus personne à voir là-bas"*. Chaque année, environ 24 000 personnes reçoivent un ordre de quitter le territoire belge.

ESPAGNE

Mercredi 25 mai 2022, un jeune Soudanais, installé au CETI, le seul centre d'accueil de Melilla, se rend au réfectoire pour aller déjeuner. Diabétique, il détient une attestation lui permettant de passer en priorité. *"Il est allé voir les agents de sécurité et a montré le papier"*, raconte un de ses

amis. *"L'un d'eux l'a poussé et lui a demandé de faire la queue. Quand il a insisté, il l'a violemment conduit à la salle des gardes."* Les premiers coups tombent rapidement. *"En chemin, un premier garde l'a frappé dans l'œil. Mon ami a crié. Il a demandé des explications. À ce moment-là, quatre autres agents de sécurité sont sortis d'une pièce et ont commencé à le frapper aussi. Puis ils l'ont emmené dans une salle et ils ont fermé la porte."* À l'abri des regards, le Soudanais croule sous les coups. Son visage tuméfié, pris en photos quelques heures après, témoigne du déchaînement de violence. Il avait des ecchymoses sur tout le corps, ainsi qu'un gonflement et des saignements autour de son œil gauche. Le soir même, un groupe d'une vingtaine de migrants a décidé de protester pacifiquement contre ces violences gratuites en dormant devant le CETI. *"Ils étaient peu nombreux. La police est venue mais il ne s'est rien passé parce que les protestataires étaient calmes. Ils étaient juste assis par terre"*, confie une militante de Melilla. *"Ce n'est pas la première fois que les occupants du CETI sont victimes de coups de la part des gardiens"*. *"Mais c'est la première fois qu'ils manifestent à ce sujet"*. "Personne n'est venu nous voir", déplore son ami. Pas un responsable du camp n'a souhaité rencontrer les protestataires ce soir-là. *"Les violences sont systématiques ici. Nous avons manifesté pacifiquement pour exiger que ces comportements cessent avec nous"*. Selon la militante, les gardiens utilisent régulièrement les coups *"hors de toute proportion"* et ne sont *"jamais sanctionnés"* par leur hiérarchie. *"En fait, c'est comme si les violences étaient tolérées au CETI"*. Une semaine plus tard, le 31 mai 2022, une nouvelle manifestation silencieuse en soutien au soudanais a eu lieu devant l'entrée du camp. La date n'a pas été choisie au hasard. *"Elle coïncidait avec l'arrivée au CETI d'une délégation officielle du ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et de la Migration"*, explique la militante. Les migrants ont voulu interpeller les autorités sur l'impunité des gardiens du CETI vis-à-vis des migrants. Sur les pancartes en papier et en carton brandies devant les grilles de l'entrée, les revendications des migrants sont simples : *"Traitez-nous avec respect"*, *"Non à la violence"*, *"Les agents de sécurité nous traitent mal"*, *"Où se trouve notre protection et notre sécurité ?"* *"Ce fut un échec. Rien... Il ne s'est rien passé"*. *"Les membres de la délégation ne se sont même pas arrêtés pour demander de quoi il s'agissait..."* L'attente au sein du CETI est désormais devenue une source d'anxiété. *"Le jour même où il a été attaqué, un autre migrant du Burkina Faso a été battu par les gardes. Ils lui avaient demandé d'arrêter d'écouter de la musique sur son téléphone, et quand il a refusé, il a été violemment frappé"*. Les occupants du CETI ne veulent généralement pas rester à Melilla. Ils espèrent et attendent leur transfert vers l'Espagne continentale.

Un canot, composé de 17 personnes, parti quelques heures plus tôt d'une plage de Rabat, dans le nord du Maroc, a coulé vers 6 heures du matin mercredi 8 juin 2022 près des côtes espagnoles. C'est un porte-conteneur présent dans la zone qui a alerté les autorités. Un vaste dispositif a alors été lancé par les sauveteurs espagnols : plusieurs bateaux, un hélicoptère et un avion militaire ont participé aux recherches. Plusieurs migrants ont été hélitreuillés par l'hélicoptère, les autres ont été pris en charge sur un des navires, et déposés dans les ports de l'Andalousie. Le naufrage a fait quatre morts, dont un enfant en bas âge, au large de Murcie, dans le sud-est de l'Espagne. Une autre personne est portée disparue, selon les autorités locales. L'enfant est décédé d'hypothermie peu après avoir été secouru vivant et les corps des trois exilés ont été repêchés sans vie en mer, huit migrants ont pu être secourus.

Une petite fille avait vu le jour le 8 mai 2018 à bord d'un canot quand sa mère camerounaise tentait de rejoindre l'Espagne. Mère et fille étaient arrivées illégalement dans la ville de Tarifa, sur la côte sud du pays. Apatride, Anna vivait depuis, sans certificat de naissance, sans passeport, et donc sans identité administrative, à San Sebastian, dans le Pays basque espagnol. Sa mère d'Anna était, elle, parvenue à régulariser sa propre situation. En mars 2019, elle avait demandé à l'ambassadeur du Cameroun en Espagne la reconnaissance de la nationalité camerounaise pour sa fille, ce qui lui a été refusé au motif qu'elle était née... au Maroc. En mars 2021, elle avait donc

demandé à l'ambassade du Maroc en Espagne la reconnaissance de la nationalité marocaine et la délivrance d'un passeport pour sa fille. En vain. Pour obtenir la nationalité espagnole, être né dans le pays ne suffit pas. Il faut avoir des parents espagnols ou vivre depuis 10 ans dans le pays ou être marié à un Espagnol. Le tribunal de la province de Guipúzcoa a donc **concéder "pour la première fois la nationalité espagnole à cette enfant"**, ont indiqué mercredi 8 juin 2022 les autorités judiciaires espagnoles. Le tribunal indique avoir basé sa décision sur l'intérêt supérieur de l'enfant, un *"objectif constitutionnellement légitime"*. *Laisser cette petite fille avec un statut d'"apatride" l'aurait placée "dans une situation d'inégalité par rapport aux autres enfants"*, ce qui aurait représenté *"une négation significative de ses droits élémentaires et fondamentaux dont le droit à l'éducation"*, a expliqué le tribunal. En effet, étant apatride, la fillette ne pouvait ni accéder aux services de santé ni aux services d'éducation. Elle n'avait ni pédiatre, ni carnet de santé et ne pouvait ni changer d'école, ni participer aux activités périscolaires avec les autres enfants. *"Nous ne pouvons pas prévoir si c'est une solution qui fonctionnera pour beaucoup d'autres [bébés], mais nous sommes sûrs [qu'Anna] représente une étape très importante en introduisant de nouvelles perspectives des droits de l'Homme et de la protection des enfants "* selon le responsable de la protection du bureau du HCR en Espagne. Les accouchements ne sont pas rares lors des traversées. Le 18 janvier 2022, les sauveteurs espagnols ont porté secours à un nouveau-né, à 44km au large de l'île de Fuerteventura, dans les Canaries espagnoles. Le bébé est né dans un canot pneumatique, dans lequel sa mère avait pris place avec une soixantaine de personnes.

La police espagnole a procédé à l'arrestation d'un réseau de passeurs qui opérait en Andalousie. Quatre personnes, soupçonnées d'organiser des traversées depuis le Maroc, ont été arrêtées selon El País, le 9 juin 2022. Le réseau opérait depuis les villes d'Almeria, Cadix et Murcie. Il facturait 1 500 euros à chaque candidat à l'exil pour traverser la mer. D'après le journal, 800 migrants ont bénéficié de ce "service" via 15 bateaux, pour un bénéfice total de 1,2 millions d'euros. *"Chaque embarcation était dirigée par un skipper qui revenait plus tard clandestinement au Maroc pour continuer son activité criminelle et faire de nouveaux voyages"*. Ils faisaient le chemin retour *"cachés dans la cabine d'un camion ou parmi les valises de certains véhicules qui ont embarqué sur les ferries qui relient Algésiras à Tanger"*. Les quatre personnes à la tête de l'organisation sont accusées de *"violation du droit des étrangers"*, et *"d'appartenance à une organisation criminelle"*.

Il ne reste presque plus rien de l'immense camp de migrants de Palos de la Frontera, dans la région d'Huelva au sud de l'Espagne. Dans la nuit de vendredi 10 à samedi 11 juin 2022, un important incendie a décimé le bidonville, où s'entassaient des habitations de fortune construites avec des bâches et des morceaux de tôle récupérés dans les serres. Le feu a été maîtrisé au petit matin par les pompiers mais les dégâts sont considérables. Les flammes ont ravagé une centaine d'abris, où vivaient des travailleurs sans-papiers, employés dans les champs de fruits et légumes alentour. Une personne a été transportée à l'hôpital pour des brûlures au bras et cinq autres ont été prises en charge pour des crises d'angoisse. Les incendies sont fréquents dans ces camps de migrants, notamment en période de canicule comme c'est le cas actuellement en Andalousie. Pour se faire à manger, les habitants utilisent des bouteilles de gaz qui peuvent rapidement enflammer les abris en bois, en carton ou en plastique. Les lieux ont pour la plupart été érigés loin des regards, au milieu des arbres, facilement inflammables. Selon les ONG, la région d'Huelva compte une quarantaine de campements de ce type, répartis dans les villes de Lepa, Palos de la Frontera, Moguer ou Lucena del Puerto, à l'extrême sud-ouest de la péninsule ibérique. On y compte environ 3 000 migrants, qui participent à la cueillette de fruits et légumes de l'Andalousie - principalement des fraises et des tomates - dont le pays est un des premiers producteurs européens. Dans ces bidonvilles, les travailleurs sans-papiers n'ont accès ni à l'eau ni à l'électricité. Les soins de santé sont inexistantes et l'insalubrité omniprésente.

GRÈCE

"Dans les quatre premiers mois de 2022, environ 40 000 migrants ont tenté d'entrer illégalement dans le pays", a déclaré le ministre de la Protection civile. "Ils ont pu en être empêchés par la police aux frontières". Pour l'OIM, seuls 960 exilés ont réussi cette traversée terrestre depuis le début de l'année 2022. On compte au total environ 1 000 militaires le long des 500 km de frontière fluviale de l'Evros, et plus de 100 kilomètres de long du mur et l'installation de caméras thermiques. Depuis de nombreuses années, les populations sur la route de l'exil traversent l'Evros. Repoussés par la Grèce et par la Turquie, des groupes d'exilés se retrouvent régulièrement coincés sur des îlots du fleuve, sans aide, ni accès à de l'eau potable ou à de la nourriture. Et ni Ankara, ni Athènes ne se pressent pour les secourir. Beaucoup d'exilés meurent noyés dans le fleuve. Depuis 2020, craignant des représailles, les Grecs qui refoulent les exilés ne les déposent plus toujours côté turc, ils ne s'approchent plus des rives voisines, ils laissent les exilés sur ces îles entre les deux pays.

Face aux récentes et nombreuses tentatives de traversées de ces dernières semaines, les autorités grecques ont déclaré dimanche 29 mai 2022 qu'elles prévoyaient une extension majeure du mur d'acier de 40 à 120 kilomètres et les travaux de construction commenceraient prochainement. Aucun détail n'a été donné sur le coût prévisionnel du projet. Rappelons que la Commission européenne a déjà refusé catégoriquement le financement de ces ouvrages, le 22 octobre 2021.

Selon une source du ministère des Migrations, depuis le début de l'année, le nombre de migrants arrivant en Grèce depuis la Turquie - via la mer ou via l'Evros - est près de 30% plus élevé que pour la même période de l'an dernier. Et plus de 3 000 demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce cette année, dont 1 100 le mois dernier.

Samedi 4 juin 2022, deux personnes sont mortes dans le nord de la Grèce. Les victimes sont un migrant et un trafiquant présumé, tous deux Pakistanais. Le véhicule, composé de 12 autres exilés, tentait d'échapper à un contrôle policier. Le passeur a accéléré en voyant les forces de l'ordre, qui l'ont poursuivi sur une cinquantaine de kilomètres. La voiture voyageait de la frontière terrestre de la Grèce vers Thessalonique, et avait été repérée à un poste de contrôle plus tôt samedi. Les autres passagers, neuf Pakistanais et trois Afghans, ont été blessés lors de l'incident. Les personnes les plus touchées sont celles qui se trouvaient dans le coffre du véhicule, qui avait été volé. La police a donné peu de détails sur l'origine du drame. On ne sait pas si c'est un accident qui a causé la mort d'un migrant et du passeur ou si les policiers ont ouvert le feu. Le conducteur avait été reconnu coupable dans le passé de trafic d'êtres humains et de vols qualifiés.

La Cour d'appel pour mineurs de l'île grecque de Lesbos a confirmé le premier jugement rendu en mars 2021 à l'encontre de deux Afghans accusés d'être à l'origine de l'incendie du camp de Moria en septembre 2020. Âgés de 17 au moment des faits, ils ont été de nouveau condamnés mardi 7 juin 2022 à quatre ans de prison. La Cour a néanmoins réduit la peine d'un an, pour bonne conduite. Dans cette affaire des deux mineurs, l'une des avocates qui assure la défense des accusés, estime que "*les tribunaux ont bafoué les règles fondamentales d'un procès équitable*" et ont condamné les deux jeunes Afghans "*sans preuve crédible*". Selon l'association, aucun des 26 témoins à charge qui ont défilé à la barre n'ont pu identifier les deux mineurs. "*Le tribunal de Mytilène considère qu'il peut prendre des décisions sans responsabilité. Heureusement, il y a la Cour suprême et la Cour européenne des droits de l'Homme*". Le collectif « Free the Moria 6 », créé en solidarité des six accusés, a également observé des "*irrégularités et [des] erreurs de procédure*". "*Nous sommes en colère contre cette nouvelle injustice. Mais nous continuerons de nous battre et d'exiger la liberté pour tous les détenus de Moria*". À l'issue du procès en appel

mardi 14 juin 2022, les deux jeunes ont été reconduits à la prison d'Avlona, près d'Athènes dans un centre de détention pour mineurs, où ils sont enfermés depuis le 19 septembre 2020. Mais ils devraient bientôt être libérés. La Cour d'appel des mineurs d'Athènes se prononçait au même moment sur une requête en libération provisoire des deux jeunes. Elle a déjà tranché en faveur de l'un d'entre eux. L'un "*va enfin sortir de prison, après les souffrances kafkaïennes qu'il endure depuis son arrivée en Grèce*". La décision pour l'autre sera rendue le 5 juillet 2022.

Un groupe de 28 migrants est coincé sur un îlot de l'Evros, à la frontière entre la Grèce et la Turquie. Parmi eux, on compte 7 femmes et 8 enfants. "*Ils nous disent que certaines personnes sont malades, et qu'un enfant peine à respirer*", indique le collectif Alarm Phone qui suit de près l'évolution de la situation. "*Ils sont obligés de boire l'eau de la rivière, mais celle-ci n'est pas bonne pour leur santé*", précise la responsable d'Alarm Phone. En fin de matinée, mercredi 8 juin, Alarm Phone a prévenu les autorités grecques de la situation des 28 exilés. Depuis, la police grecque "*refuse de partager toute information et nous dit simplement qu'ils ne trouvent pas le groupe*", relaie Alarm Phone. Or, "*le groupe nous dit voir les policiers grecs sur le rivage ; ils passent parfois en bateau. Donc les Grecs les ont repérés depuis longtemps, mais ne les ont pas secourus*". L'argumentaire des autorités grecques est cependant en train d'évoluer. "*Elles nous soutiennent désormais que ce territoire est disputé entre la Grèce et la Turquie, et qu'elles ne veulent pas créer d'incident*". Or, la localisation GPS du groupe montre bien que l'îlot se situe côté grec. La Cour Européenne des droits de l'Homme (CEDH) fait la même conclusion. "*Ce sont simplement des arguments pour ne pas secourir les gens*". Avec cet argument, les autorités grecques font référence au contexte de tension grandissante avec leur voisin turc. Les principaux motifs de **conflit portent sur les droits de forage pétrolier et gazier dans la mer Égée** et la Méditerranée. Mais aussi sur les traversées importantes de la frontière par des migrants venus de Turquie. Les 28 exilés craignent un refoulement vers la Turquie. Dans la région de l'Evros, les "puschback" sont monnaie courante, à l'abri des regards des ONG et des journalistes. Mercredi 8 juin 2022, dans la soirée, les personnes ont prévenu Alarm Phone de l'approche d'une embarcation avec, à bord, des "*hommes non-identifiés, en uniforme*". Des tirs en l'air ont également été rapportés. C'est en fait la seconde fois qu'il tente la traversée vers la Grèce. le 1er juin 2022, la CEDH a prononcé des mesures provisoires de protection de ces personnes. Dans son jugement, elle impose à l'État grec de répondre aux besoins primaires des personnes, à savoir "*de la nourriture, de l'eau, et les soins médicaux nécessaires*". Elle interdit également tout refoulement. Mais deux jours après cette décision, le 3 juin 2022, les autorités grecques ont refoulé les exilés sur le sol turc. "*Nous avons appris que le groupe a été attaqué, volé et refoulé par les forces grecques*" avait même affirmé Alarm Phone ce jour-là. Une action complètement contraire, donc, à ce qu'impose la CEDH. Les mesures de protection décidées il y a une semaine pour le groupe de 28 migrants expirent vendredi 10 juin 2022, à 17 heures. Les ONG et collectifs craignent donc qu'aucune assistance ne leur soit délivrée. Voire qu'un second refoulement ait lieu. "*Les autorités grecques ne font-elles qu'ignorer les décisions de la CEDH ?*" "*On voit de plus en plus que, malgré ces décisions de la CEDH, les personnes ne sont pas secourues*". "*La Grèce ne respecte pas la législation européenne. Et c'est très inquiétant*". "*La CEDH a imposé à l'État grec de prendre des mesures provisoires de protection, mais les autorités ne sont pas intervenues*".

A Lesbos, le nouveau camp de migrants en construction, vers Plati, se situe non loin d'une épaisse pinède. Les riverains craignent donc les départs de feux. "*Nous avons tant d'exemples de ce qui peut arriver à une forêt en cas d'incendie avec des conditions météo difficiles*", la communauté de Komi, l'une des six localités de Lesbos qui s'opposent au projet. "*C'est le pire endroit possible pour construire le camp*", pour les pompiers de la région. "*Si un incendie se déclare là-bas, il brûlera la moitié de l'île*". Sans parler des difficultés des évacuations des occupants en cas d'urgence puisque le nouveau camp se situe dans une localité difficilement accessible. "*Avec une seule étincelle, des villages entiers et des récoltes pourraient être perdus*".

Pendant des mois, manifestations et poursuites judiciaires ont enlisé sa construction pour des motifs multiples : les risques de feu à proximité de la forêt de pins en sont le dernier exemple. Ce camp devrait être achevé d'ici septembre 2022 et abriter jusqu'à 3 000 migrants et demandeurs d'asile. Sa construction avait été annoncée en septembre 2020, et son ouverture initialement prévue à l'été 2021 ! De son côté, le ministère des Migrations assure que le camp n'est pas un danger pour la forêt puisqu'il sera bâti à 20 mètres de la limite forestière et doté des dispositifs anti-feu "les plus avancés". "Nous développons également des capteurs à incendie d'intelligence artificielle en collaboration avec l'Union européenne", a précisé une source ministérielle. Les camps de migrants, sont souvent la proie de feux, accidentels ou délibérés, admettent les autorités grecques. "Des dizaines" d'incendies s'étaient déclarés autour du camp de Moria au cours des étés précédents malgré la présence d'une équipe de sapeurs-pompiers à proximité, rapporte un membre du parti des Verts grecs.

Deux personnes ont perdu la vie samedi 4 juin 2022 dans le nord de la Grèce en voulant échapper à un contrôle de police. Selon les premiers éléments, les deux victimes sont un passeur et un migrant, tous deux Pakistanais. Ils se trouvaient à bord d'une voiture. Le trafiquant au volant du véhicule transportait 12 autres exilés, et avait tenté d'échapper à un contrôle de police. Tous les autres passagers ont été blessés. Le passeur a accéléré en voyant les forces de l'ordre, qui l'ont poursuivi sur une cinquantaine de kilomètres. La voiture voyageait de la frontière terrestre de la Grèce vers Thessalonique, et avait été repérée à un poste de contrôle plus tôt samedi. Les autres passagers, neuf Pakistanais et trois Afghans, ont été blessés lors de l'incident. Les personnes les plus touchées sont celles qui se trouvaient dans le coffre du véhicule, qui avait été volé.

La journaliste néerlandaise Ingeborg Beugel, est jugée aujourd'hui pour avoir « facilité » le séjour illégal d'un Afghan de 23 ans qu'elle hébergeait sur l'île d'Hydra, où elle vit depuis 40 ans. Elle avait été placée en garde à vue le 13 juin 2022. Elle est aussi dans le collimateur des médias proches du pouvoir pour avoir posé des « *questions qui fâchent* » au Premier ministre sur les refoulements illégaux. La journaliste hollandaise est jugée au tribunal du Pirée pour délit de solidarité, accusée d'avoir hébergé un jeune réfugié afghan. Elle n'a cessé depuis des mois de dénoncer les pushbacks à la frontière et s'est fait bien des ennemis en Grèce.

Un ressortissant afghan qui tentait de traverser la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce a été mortellement blessé, lundi 13 juin 2022, par des tirs de garde-frontières grecs, a indiqué lundi la gendarmerie turque. Selon l'agence de presse turque DHA, la victime faisait partie d'un groupe de huit migrants qui tentaient de passer en Grèce par le village d'Alibey, dans la région de l'Evros. "*Les forces de sécurité du côté grec ont ouvert le feu sur un groupe d'immigrants afghans qui voulaient traverser illégalement la frontière. Une personne du groupe [...] a été grièvement blessée*". "*Transportée à l'hôpital local public, elle est décédée malgré l'intervention des médecins*", l'agence DHA assure qu'une enquête sur l'incident a été ouverte. La gendarmerie de Meriç, près d'Edirne (nord-ouest) a confirmé le décès mais a refusé de commenter tout autre détail rapporté par les médias turcs. Documenter ces événements est impossible en raison d'une interdiction de se rendre dans la zone. Ni les médias, ni les ONG n'ont accès à la frontière, strictement sous contrôle militaire.

ITALIE

Jusqu'à présent, un migrant arrivant sur le sol italien soit après avoir été secouru en mer par une ONG ou les garde-côtes, soit par ses propres moyens, devait présenter un certificat de vaccination, une attestation de rétablissement, ou un test négatif au Covid. En l'absence d'un de ces documents, la personne était mise à l'isolement durant cinq jours à bord d'un navire de croisière, au large. Le coût estimé de ce dispositif s'était élevé à 16 millions d'euros pour les seuls mois de mars et avril 2022 en ce qui concerne deux bateaux. Ces deux dernières années, les quarantaines effectuées à bord de ces bateaux ont soulevé de nombreuses questions et provoqué l'inquiétude de

plusieurs défenseurs des droits de l'Homme. En avril 2021, une membre de l'association italienne ASGI, spécialisée dans les questions juridiques en matière d'immigration, estimait que ces mesures de confinement étaient *"discriminatoires envers les migrants car elles [impliquaient] des privations de liberté personnelle et des atteintes à leurs droits constitutionnels"*. À l'automne 2020, deux mineurs non accompagnés sont morts après avoir été placés en quarantaine dans ces conditions. Un peu avant, en mai 2020, un Tunisien était décédé après avoir sauté d'un de ces bateaux dans l'espoir de rejoindre la terre ferme. Mardi 31 mai 2022, l'ordonnance du ministre italien de la Santé, encadrant ce dispositif est en effet arrivée à expiration. Et, le ministre n'a fait aucune démarche pour demander sa prolongation (ce qui avait été le cas précédemment). **Il n'est donc plus nécessaire pour les migrants de respecter cinq jours d'isolement à bord d'un navire en mer.**

Le samedi 5 juin 2022, la ministre italienne de l'Intérieur a annoncé que les quotas en la matière allaient être augmentés. *"Soixante-quinze mille personnes seront autorisées à arriver en Italie pour y travailler"* cette année. L'événement, organisé à Venise, réunissait l'Espagne, la Grèce, Malte, Chypre et l'Italie, autour du thème de l'intensification de la crise migratoire en Europe. Une décision appuyée par ses homologues, dont le ministre grec des Migrations et de l'Asile. *"Tout en poursuivant la lutte contre l'immigration clandestine et les passeurs, nous sommes tout à fait favorables à la multiplication des voies légales d'immigration vers l'Europe. Nous ne pouvons pas laisser les trafiquants décider de qui peut venir et vivre en Europe"*. Ces nouveaux quotas sont destinés à pallier le *"manque de main-d'œuvre dans certains secteurs d'activité économique"*. Le 16 mai 2022, le gouvernement avait déjà signé un accord dans ce sens. Conclu avec les partenaires sociaux du pays, prévoyant la formation et l'embauche de 3000 migrants dans le secteur du bâtiment, qui compte 260 000 postes vacants. Les personnes visées par ce protocole inédit sont les demandeurs d'asile et les réfugiés, mais aussi les mineurs non accompagnés en passe de devenir majeur et les anciens mineurs isolés pris en charge en Italie et ayant déjà atteint la majorité. Les candidats seront sélectionnés dans les centres d'accueil de tout le pays. *"L'inquiétude est celle d'une accélération des débarquements sur les côtes européennes de bateaux transportant des personnes en provenance d'Afrique"*. Dans le pays, déjà affaibli par une crise économique post pandémie aiguë, l'augmentation des prix des céréales font craindre de l'instabilité, et donc plus de départs en mer de jeunes Égyptiens désespérés, à la recherche d'une vie meilleure. L'Égypte est d'ailleurs la première nationalité des migrants débarqués sur ses côtes. Soit 17% des personnes arrivées depuis le début de l'année, sur 20 028 au 3 juin 2022. Suit le Bangladesh, à 16% et la Tunisie à 12%.

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

Selon de nouvelles données provenant des autorités nationales et rassemblées par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), 4,8 millions de réfugiés d'Ukraine ont été enregistrés à travers l'Europe, y compris ceux qui ont d'abord traversé dans les pays voisins et ont ensuite poursuivi leur route. Au total, ce sont plus de 7,3 millions de passages de frontières qui ont été enregistrés depuis l'Ukraine, et 2,3 millions de passages vers le pays, selon un décompte établi le 7 juin 2022.

Sur les 4,8 millions de réfugiés ukrainiens individuels recensés en Europe, 3,2 millions se sont inscrits pour bénéficier d'une protection temporaire ou d'un régime de protection national similaire.

La guerre en Ukraine a provoqué l'une des plus grandes crises de déplacement humain dans le monde aujourd'hui. Des millions de réfugiés ont traversé les pays voisins, et beaucoup d'autres ont

été déplacés à l'intérieur du pays. Le HCR a réagi en fonction de l'évolution de la situation et des nouvelles données disponibles.

Ces nouvelles données sont « cruciales pour assurer une réponse humanitaire efficace, nous permettant, ainsi qu'à nos partenaires, de répondre aux besoins critiques avec un soutien spécifique, et de mieux planifier l'avenir », a déclaré le Haut-Commissaire adjoint du HCR pour les opérations.

Le portail présente désormais le nombre estimé de réfugiés individuels enregistrés dans 44 pays d'Europe, ainsi que des mises à jour sur les passages de frontières depuis l'Ukraine depuis le 24 février 2022, les mouvements de retour vers l'Ukraine ainsi que les enregistrements de protection temporaire en Europe. « *Dès le début, le HCR a renforcé sa capacité de collecte et d'analyse de données dans les pays d'accueil des réfugiés sur le profil, les vulnérabilités et les intentions des réfugiés* ».

D'après les indications de l'ONU, environ **2,3 millions de réfugiés** ukrainiens ont quitté les pays frontaliers de l'Ukraine pour d'autres pays européens non voisins. Il s'agit notamment de l'Allemagne (780.000), de la République tchèque (366.490) et de l'Italie (97.314).

Par ailleurs, avec plus de **1,21 million de réfugiés, la Pologne** reste la première destination des Ukrainiens. Au total, plus de 3,8 millions ont franchi la frontière polonaise avant de poursuivre leur route ailleurs en Europe ou tenté de rentrer dans leur pays. Plus de **1,6 millions** d'Ukrainiens réfugiés en Pologne ont d'ailleurs pris le chemin inverse pour **rentrer en Ukraine**.

Bien que la situation sécuritaire en Ukraine reste fragile, des traversées dans les deux sens ont été enregistrées. Certains traversent vers l'Ukraine pour évaluer la situation, vérifier les biens, rendre visite aux membres de leur famille ou les aider à partir. D'autres se rendent en Ukraine occidentale et dans les régions autour de Kiev et de Tchernihiv avec l'intention d'y rester.

Au total, **2.313.717 Ukrainiens sont rentrés chez eux** depuis le 28 février 2022. Selon le HCR, beaucoup de ceux qui sont revenus ont trouvé leur maison gravement endommagée et ont eu du mal à trouver un emploi - la guerre continuant à avoir un impact économique dévastateur - et n'ont eu d'autre choix que de repartir.

Plus largement, « **l'élan de solidarité dans les États accueillant des réfugiés reste extraordinaire** », a admis le HCR. Selon l'agence onusienne, les États membres de l'Union européenne ont pris des mesures sans précédent, activant rapidement la **directive sur la protection temporaire** pour la première fois, garantissant l'accès à la protection et aux services pour les réfugiés d'Ukraine. D'autres États européens ont étendu des régimes de protection similaires.

https://data.unhcr.org/fr/situations/ukraine#_ga=2.218774687.721519974.1654849814-160745087.1645525679

le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) fait état d'une **forte hausse du nombre de décès malgré la baisse du nombre de traversées**. Les personnes enregistrées comme mortes ou disparues en mer en Méditerranée et dans l'Atlantique nord-ouest sont au nombre de : plus de 2.277 pour 2018 -1.510 en 2019 - 1.881 - 3.231 en 2021.« *Un nombre encore plus important pourrait être mort ou disparu le long des routes terrestres à travers le désert du Sahara et les zones frontalières éloignées* » En 2021, 123.300 Ont été signalées, pour les traversées individuelles : 141.500 en 2018, 141.500 en 2019, 95.800 en 2020 et 123.300 en 2021. Beaucoup des candidats à ces traversées sont des « *personnes qui fuient les conflits, la violence et les persécutions* ». Les traversées se concentrent sur la route de l'Est, et de la Corne de l'Afrique vers la Méditerranée centrale. Les décès et les abus sont également répandus le long des routes terrestres, le plus souvent dans et à travers les pays d'origine et de transit. Il s'agit notamment de l'Érythrée, la Somalie, Djibouti, l'Éthiopie, le Soudan et la Libye - où l'écrasante majorité des risques et des incidents sont

signalés. les réfugiés et les migrants n'ont guère d'autre choix que de s'en remettre à des passeurs pour traverser le désert du Sahara. Depuis la Libye et la Tunisie, beaucoup tentent de traverser la mer, le plus souvent vers les pays européens de la Méditerranée comme l'Italie ou Malte. Certains de ceux qui partent de Libye sont interceptés et renvoyés dans le pays, où ils sont ensuite détenus. Chaque année, des milliers de personnes périssent ou disparaissent en mer sans laisser de traces. L'agence s'est également jointe à d'autres entités des Nations Unies pour demander instamment aux États d'adopter des mesures garantissant que les réfugiés et les migrants récupérés en mer sont débarqués dans des lieux où leur vie et leurs droits humains sont préservés. Elle exhorte les États à garantir des alternatives sûres aux traversées dangereuses et à s'engager à renforcer l'action humanitaire, de développement et de paix pour faire face aux défis de protection et de solutions.

https://news.un.org/fr/story/2022/06/1121502?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=daf3fc49fa-EMAIL_CAMPAIGN_2022_06_11_12_15&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-daf3fc49fa-107916625

Le 7 juin 2022, le chef d'antenne de l'UNESCO en Guinée a déclaré « *l'UNESCO ...renforce les capacités des professionnels des médias hommes et femmes, dans le traitement de l'information sur divers aspects de la migration intra régionale, légale, féminine... afin de garantir au public l'accès à une information objective et de qualité sur la thématique migratoire. Ensuite, permettre aux populations locales notamment les jeunes d'effectuer des choix éclairés sur les migrations* ». L'idée est de mobiliser les professionnels des médias et des acteurs de la migration, afin d'apporter des réflexions sur les aspects pertinents à traiter en ce qui concerne la mobilité des personnes et d'élaborer un plan d'actions et des recommandations pour lutter contre la désinformation liée à la migration, en améliorant le contenu des programmes des médias sur la migration dans les zones concernées.

FRONTIÈRE BIÉLORUSSE – POLOGNE

Jeudi 9 juin 2022, le ministre polonais de l'Intérieur a annoncé la levée, le 1er juillet 2022, de l'interdiction d'accès à la frontière polono-biélorusse - qui avait été imposée en septembre 2021 pour empêcher les migrants de pénétrer sur son territoire. Cependant, la zone ne sera pas totalement libre d'accès. Il sera toujours interdit d'approcher à moins de 200 mètres la ligne de la frontière, ont précisé les autorités dans un communiqué. Depuis le mois de septembre, ni les ONG ni les civils ni les médias ne pouvaient pénétrer dans la zone boisée et marécageuse large d'environ 3 km et longue de plus de 400 km. Pendant des mois, l'existence de cette "zone rouge" avait été dénoncée par la justice, dont la Cour suprême, et par des organisations humanitaires. Plusieurs journalistes s'étaient fait interpellés ou ont été jugés pour avoir pénétré, même involontairement, dans cette zone. Des bénévoles se sont eux plaints de "persécutions" de la part de l'armée et de la police polonaises. Des membres de la Commission européenne ont pointé le caractère "illégal" des refoulements qui s'y déroulaient. La Pologne, qui a accueilli à bras ouverts près de 4 millions d'Ukrainiens fuyant l'invasion russe, n'a rien changé à sa politique de refoulement de migrants originaires principalement du Moyen-Orient. Le pays poursuit en ce moment la construction d'une clôture à la frontière, pour bloquer la pénétration d'exilés indésirables. Longue d'environ 186 km, soit près de la moitié de la longueur totale de la frontière de 418 km, la barrière métallique haute de cinq mètres et demi doit être équipée de caméras et de détecteurs de mouvement. Son coût est estimé à quelque 353 millions d'euros. Le projet a suscité des inquiétudes des défenseurs des droits de l'Homme et de l'environnement. Les premiers craignent que des migrants fuyant des situations de conflit ne soient pas en mesure de présenter une demande d'asile, et les seconds des effets néfastes pour la faune et la flore de la zone forestière à la frontière.

EUROPE

EUROPOL DÉMANTÈLE UN RÉSEAU DE PASSEURS

Europol, l'office européen de police, a annoncé vendredi 3 juin 2022, l'arrestation de huit "cerveaux" d'un vaste réseau d'immigration clandestine, infligeant de fait un coup d'arrêt aux activités de cette filière. Les huit individus ont été qualifiés de "très dangereux" par Europol. *"Ces cibles de grande valeur pour Europol, principalement des ressortissants syriens, avaient des connexions mondiales dans les pays d'origine, de transit et de destination"*, a déclaré l'office basé à La Haye. D'autres arrestations pourraient suivre car seuls 8 des 14 principaux suspects ont à ce stade été interpellés. L'enquête a révélé que les suspects arrêtés avaient *"facilité le passage vers l'Union européenne d'au moins 10 000 migrants, principalement d'origine afghane, pakistanaise et syrienne"*, a indiqué Europol. Pour venir à bout de ce réseau, une "task force" réunissant l'Allemagne, l'Autriche, la Serbie, la Roumanie, la Hongrie et les Pays-Bas, coordonnée par Europol, a été mise sur pied. Depuis 2021, elle a abouti à l'arrestation de 126 complices présumés, a détaillé la police allemande dans un communiqué. Plus d'une centaine de perquisitions ont en outre été menées en Europe, dont 70 dans plusieurs régions d'Allemagne où ont été conduits environ 2000 des 10 000 migrants susceptibles d'avoir utilisé ce réseau. Les enquêteurs décrivent un réseau de passeurs *"hautement professionnalisé qui, à l'instar d'une 'agence de voyage' légale, utilisaient toute une logistique mêlant chauffeurs, entreprises de transport ainsi que des lieux sûrs dans les pays d'origine, de transit et de destination"*. Le réseau utilisait des voitures, mais aussi des camionnettes et des camions, pour transporter des migrants dans des conditions parfois inhumaines qui mettaient leur vie en danger. Les passeurs proposaient leurs services aux migrants via les réseaux sociaux. Ils les facturaient entre 4 000 euros et 10 000 euros.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

La police des frontières de Bosnie-Herzégovine et la SIPA ont lancé une grande opération mercredi 1er juin contre des réseaux de passeurs à Sarajevo et Gradiška. Des perquisitions ont été menées dans neuf endroits différents, deux personnes ont été arrêtées. L'opération « Istok San » a été menée en coopération avec les polices de Croatie, de Slovénie, d'Autriche et Europol.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/refugies-balkans-nos-dernieres-infos>

ROYAUME-UNI

Mardi 31 mai 2022, le ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni a commencé à informer des migrants arrivés illégalement sur son sol qu'ils seront **envoyés au Rwanda**. Le premier vol est prévu le 14 juin. Des recours devraient être déposés. Selon des associations, des jeunes de moins de 18 ans ont été sélectionnés pour faire partie du premier vol vers le Rwanda, prévu le 14 juin avec à son bord 70 migrants. Plusieurs mineurs ont ainsi été placés en détention en vue de leur expulsion. La presse britannique fait état d'au moins trois personnes, toutes se déclarant mineures mais dont l'âge est contesté par les autorités. L'une d'entre elle a pu être relâchée du centre de détention grâce à l'intervention d'avocats mais les deux autres sont toujours enfermées. Une ONG a affirmé que plusieurs jeunes arrivés récemment par bateau après avoir traversé la Manche avaient reçu des autorités l'âge "standard" de 23 ans. *"Nous voyons des gens d'environ 14 ans être évalués à tort comme ayant 23 ans. Le nombre d'enfants avec l'année 1999 inscrite comme date de naissance est très préoccupant et met les jeunes en danger"*. Les menaces d'expulsion des mineurs non accompagnés font également craindre une hausse des risques d'exploitation et de traite. Des jeunes logés dans des hôtels du pays ont quitté leur hébergement par peur d'être envoyés au Rwanda ; ils sont aujourd'hui portés disparus. 17 personnes retenues en détention, ont fait une grève de la faim

pendant cinq jours la semaine dernière après avoir appris qu'ils faisaient partie des 70 exilés prochainement expulsés au Rwanda.

<https://www.ouest-france.fr/europe/royaume-uni/londres-prevoit-d-envoyer-de-premiers-migrants-au-rwanda-mi-juin-8813e51a-e108-11ec-8469-165462e4a30b>

<https://www.bbc.com/news/uk-61676961>

Une Iranienne qui a tenté de se suicider a été sauvée in extremis. Hospitalisée en urgence, elle n'aurait pas supporté son expulsion prochaine vers le Rwanda pour le traitement de sa demande d'asile. Même désespoir chez un Yéménite de 40 ans qui a lui aussi tenté de mettre fin à ses jours. Dans une vidéo adressée au Premier ministre Boris Johnson, il a déclaré "n'avoir pas d'autre choix". Le jeune homme avait appris à son arrivée sur le sol britannique qu'il risquait d'être renvoyé à 7 000 km de là. Le syndicat du personnel du ministère de l'Intérieur PCS (Public and Commercial Services Union), et plusieurs organisations caritatives de réfugiés ont lancé des actions en justice. Pour la directrice générale de l'association caritative Care4Calais, les tentatives de suicide ne sont pas surprenantes. *"Le but de ce plan rwandais est d'agir comme un moyen de dissuasion encore plus terrifiant pour les réfugiés"*. *"[Cet accord] n'est pas l'acte d'une nation civilisée ou compatissante. Il n'est pas étonnant que les actions de Priti Patel poussent les victimes du monde entier à se suicider par désespoir."* Pour le directeur général du Conseil britannique des réfugiés. *"Nous avons reçu un certain nombre de rapports inquiétants de nos services travaillant directement avec les demandeurs d'asile en ce qui concerne l'impact dévastateur de cette menace d'expulsion sur eux"*. *"Nous entendons des histoires tragiques sur l'impact grave que cet accord a sur la santé mentale des exilés, y compris des rapports qui font part d'actes d'automutilation."* Le Premier ministre et la ministre de l'intérieur, comptent maintenir cette date malgré les appels de détresse des associations et les actions en justice. *"Je ne me laisserai pas dissuader et resterai pleinement engagée à mettre en œuvre ce qu'attend le public britannique"*. Selon la presse britannique, qui cite le Home office, des demandeurs d'asile sélectionnés pour être transférés à Kigali ont été placés en centre de détention. Les autorités refusent de communiquer sur le nombre de personnes concernées. D'après le journal The Guardian, parmi les personnes retenues figurent un groupe de Soudanais ayant traversé la Manche le 9 mai 2022 en kayak, des Albanais et au moins un Afghan débarqué mi-mai au Royaume-Uni sur un canot. Le ministre de la Justice cet accord Londres-Kigali ne *"règlera pas le problème"* des arrivées illégales au Royaume-Uni. Seule une centaine de personnes seront envoyées chaque année au Rwanda, a précisé le ministre. Une goutte d'eau au regard des milliers de débarquements annuels.

Le partenariat avec Kigali avait été annoncé dans le but de décourager les migrants de venir en Angleterre et ainsi de diminuer les traversées de la Manche. Mais près de deux mois plus tard, les arrivées sur les côtes britanniques ne cessent d'augmenter. Un peu plus de 1 250 personnes ont fait la traversée pour le seul mois de mai 2022, et depuis le début de l'année, 9 000 migrants ont atteint le Royaume-Uni à bord d'embarcations de fortune.

"De toute évidence, les gens ne peuvent pas continuer à venir ici et risquer leur vie en traversant la Manche. De ce que je comprends, certains ont déjà été envoyés là-bas (au Rwanda) et ont commencé à faire leur vie. Ils ont de bonnes conditions, certainement mieux que ce qu'ils obtiennent ici. Donc, je ne pense pas que ce soit immoral, voyons si ça marche d'abord." Cette femme ne mâche pas ses mots contre son gouvernement : *"J'ai honte, [le ministre britannique de l'Intérieur] est un poison qu'il faut éteindre. Je pense qu'ils devraient tout arrêter et réfléchir à nouveau à une solution plus appropriée. Les expédier au Rwanda , c'est juste ridicule."* L'association Freedom from Torture ne fait pas partie des organisations concernées, mais soutient leur action et a aussi déjà présenté une injonction qui a été rejetée la semaine dernière. *"Nous avons écrit à la Cour pour exprimer notre soutien aux demandes d'injonction. Quoi qu'il advienne de la procédure, il y aura un examen judiciaire complet de la légalité des mesures en juillet. Une chose est sûre, la bataille juridique ne fait que commencer."* Il reste encore une chance pour ces

31 demandeurs d'asile de ne pas monter dans l'avion mardi. Trois associations font appel devant la Haute Cour de Londres, avec pour but, d'empêcher ce vol. Cette procédure en appel et son verdict doivent avoir lieu lundi 13 juin.

Les associations Care4Calais et Detention Action, sont partis en appel, entendu lundi 13 juin 2022. L'avocat et administrateur de l'association Care4Calais, a dénoncé une politique brutale visant *"des gens qui viennent de pays déchirés par la guerre" et "sont déjà traumatisés"*. *"Onze personnes ont encore des billets pour un vol direct pour demain. Il s'agit notamment de quatre Iraniens, deux Irakiens, deux Albanais et un Syrien"*. Parmi les **requérants** figure aussi le **syndicat de la fonction publique PCS**, qui **compte dans ses membres des agents des douanes censés mettre en œuvre les expulsions**. Ce lundi, la Haute Cour doit aussi entendre un autre recours, intenté par l'association d'aide aux réfugiés Asylum Aid. Elle a toutefois prévu d'examiner en détail la légalité du plan gouvernemental... en juillet. Les plus grandes institutions s'opposent à ce projet. L'ONU a vivement condamné cette politique migratoire lors d'une audience vendredi à la Haute Cour à Londres. L'avocate du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), Laura Dubinsky, a déclaré que l'agence onusienne s'inquiétait du risque de "préjudice grave et irréparable" porté aux migrants. Le prince Charles, héritier du trône, a lui aussi exprimé son désaccord – une déclaration qui a fait des remous. Il a notamment jugé - en privé - que le projet du gouvernement était "consternant", a rapporté samedi le quotidien The Times. Clarence House, qui gère la communication du prince, a refusé de commenter ces propos mais a souligné que l'héritier du trône "reste politiquement neutre", comme l'exige son rôle au sein de la famille royale. Vendredi 10 juin, 23 ONG ont également appelé les dirigeants du Commonwealth à faire pression sur le Rwanda pour 2022 que le pays libère des dissidents emprisonnés et permette une plus grande liberté d'expression. Depuis le début de l'année, plus de 10 000 migrants ont traversé illégalement la Manche pour atteindre les côtes britanniques sur de petites embarcations, une hausse considérable par rapport aux années précédentes, déjà record.

Sauf annulation de dernière minute, le gouvernement britannique se prépare à expulser mardi 14 juin en fin de journée un groupe de sept migrants vers le Rwanda. Des manifestations ont eu lieu à Londres et à Manchester, lundi 13 juin 2022. Les ultimes recours n'ont pas porté leurs fruits, puisque l'appel est rejeté. 24 voyages ont été annulés mais 7 exilés sont toujours concernés par le vol, qui risque donc de décoller quasi vide. Parmi ceux devant partir initialement se trouvaient notamment des Iraniens, des Irakiens, des Albanais et un Syrien. Londres "cherche à rejeter entièrement ses responsabilités en matière d'asile sur un autre pays".

SERBIE

Le nombre de réfugiés à Preševo, dans le sud de la Serbie, augmente significativement. Alors que la construction d'un mur de grillage se poursuit sur la frontière serbo-macédonienne, de nombreux témoignages font état de violents pushbacks de la police serbe vers la Macédoine du Nord. Selon le témoignage des ONG locales, les réfugiés ne sont pas informés de leurs droits dans le Centre d'accueil de Preševo.

Alors que la Hongrie pratique au moins 500 pushbacks par jour, plus de 4000 personnes sont bloquées en Voïvodine, dans le nord de la Serbie, survivant dans des squats dans l'attente de passer la frontière.

Le gouvernement de Serbie a annoncé le 9 juin 2022 qu'il avait décidé d'envoyer une aide humanitaire financière aux enfants et aux réfugiés en Ukraine pour un montant total de trois millions d'euros. 1,5 million d'euros seront destinés à aider les enfants ukrainiens, qui seront versés par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance - UNICEF.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/refugies-balkans-nos-dernieres-infos>

ALGÉRIE

De janvier à mai 2022, 14 196 migrants ont été refoulés du pays vers le Niger. Ces exilés ont été abandonnés à la frontière, en plein désert, au lieu-dit "Point Zéro" qui se situe à 15 km de la petite ville nigérienne d'Assamaka. Parmi les 2 000 personnes expulsées chaque mois figurent *"des blessés graves, des femmes victimes de viols ou des personnes souffrant d'importants traumatismes"*, rapporte Médecins sans frontières (MSF) dans un communiqué publié mercredi 1er juin 2022. *"Les témoignages de nos patients et leur état de santé physique et mental à leur arrivée dans nos structures sanitaires prouvent que ces personnes ont vécu des violences extrêmes au cours de leur expulsion des territoires algériens et libyens"*. Face à cette situation, l'association lance un énième appel *"aux autorités concernées, à l'Union européenne et aux partenaires humanitaires afin que des mesures immédiates soient prises pour le respect de la dignité humaine dans le contrôle des frontières. Nous ne pouvons plus continuer à simplement ignorer cette situation en pensant que le problème se résoudra de lui-même"*. En 2020, plus de 23 000 migrants ont traversé le désert, selon les chiffres de MSF. En 2021, année de sa réouverture (après le covid), 27 208 migrants - soit une hausse de plus de 17 % - ont été expulsés d'Algérie vers Assamaka. Le procédé des refoulements est, pour les exilés, toujours le même. En 2021, *"fin août, je me suis fait arrêter, avec d'autres personnes, par les gendarmes algériens car nous n'avions pas de papiers. Nous avons passé trois jours en prison. Quand nous avons été relâchés, on a été forcés de monter dans des bus"*. Le véhicule l'a ensuite conduit lui et les autres passagers à Tamanrasset, dans le sud du pays. *"Là, on a dû monter dans des gros camions qui nous ont amené près de la frontière avec le Niger. Nous étions expulsés. On nous a déposés à environ 15 kilomètres de la frontière, dans le désert. Le reste, on a dû le faire à pied. Cette nuit-là, entre 2h et 6h, on a marché vers le Niger. On était environ 400 personnes"*. Lui, est arrivé sain et sauf de l'autre côté de la frontière, puis a été pris en charge par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Mais d'autres n'ont pas cette chance. Beaucoup de migrants, livrés à eux-mêmes dans le désert sans carte ni moyen de localisation, se perdent et errent plusieurs jours à la recherche d'un village. En 2020 et 2021, 38 corps ont été retrouvés dans la zone, à quelques kilomètres d'Assamaka.

L'Algérie est le principal allié du mouvement indépendantiste sahraoui du Front Polisario. L'Espagne s'est publiquement déclaré favorable au plan marocain d'autonomie de ce territoire le 18 mars 2022. Un revirement - depuis plus de quarante ans, l'Espagne s'alignait sur la position de l'ONU, laquelle exige un référendum d'autodétermination. Quelques heures après la déclaration espagnole du mois de mars, l'Algérie, en signe de protestation, a rappelé son ambassadeur à Madrid. Mais le 8 juin 2022, le pays est allé plus loin : la présidence a suspendu le *"traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération"* avec l'Espagne. La déclaration est survenue quelques heures après que le président du gouvernement espagnol Pedro Sánchez a ratifié au Parlement son changement de position. Le ministre espagnol des Affaires étrangères a dit *"regretter"* la tournure des événements. Il a exprimé sa volonté de maintenir de bonnes relations avec l'Algérie, *"comme avec tous nos voisins, sur la base du respect mutuel et d'une coopération mutuellement bénéfique"*. La suspension du traité hispano-algérien pourrait avoir de multiples conséquences. L'accord, conclu le 8 octobre 2002, actait *"le renforcement du dialogue politique entre les deux pays à tous les niveaux"* et le développement de la coopération dans divers domaines. Le coup de canif algérien fait d'abord peser des risques économiques conséquents sur l'Espagne. Car l'Algérie lui fournit 40% de son gaz, via le gazoduc Medgaz, qui entre par Almería. Mais le sujet des flux migratoires pourrait bien lui aussi bouleverser les relations entre les deux pays. Le traité d'amitié garantit en effet, dans son article 12, que *"les deux partis poursuivront et approfondiront leur coopération dans le contrôle des flux migratoires et la lutte contre la traite des*

êtres humains". *"L'Algérie a toujours coopéré à ce sujet. L'an passé, elle avait d'ailleurs accepté le retour sur son territoire de milliers de ses ressortissants, arrivés illégalement en Espagne par la mer"*. En 2021, pour le seul mois de novembre, 304 algériens avaient été ramenés dans leur pays par les autorités espagnoles à bord de ferries Trasmediterranea, affrétés par l'Espagne. *"En faisant volte-face sur la question du Sahara occidental, l'Espagne a montré son point faible. Elle ne veut plus se brouiller avec le Maroc, car les conséquences, on le sait, sont très fâcheuses [ouverture des frontières du Maroc à Ceuta] Mais l'Algérie peut aussi s'engouffrer dans cette brèche, et faire usage des mêmes méthodes"*. Avec la suspension du traité, Alger peut, désormais, refuser de délivrer les laissez-passer nécessaires aux expulsions de migrants dans leur pays d'origine. Et bloquer par la même occasion le retour de milliers d'expatriés. Mais côté espagnol aussi, les autorités pourraient utiliser les flux migratoires comme moyen de pression. *"Il est possible que les garde-côtes se permettent davantage de refoulements aux abords du littoral, voire même de fermer les frontières"*. Madrid pourrait également *"restreindre sévèrement l'octroi, déjà limité, de visas aux Algériens"*. Cependant, des milliers de candidats à l'exil algériens rêvent toujours d'une vie meilleure, ailleurs. Selon les autorités espagnoles, près de 10 000 Algériens au total sont entrés de manière illégale sur le territoire en 2021, soit 20 % de plus qu'en 2020. D'après l'agence européenne Frontex, ils constituent même la première nationalité à entrer clandestinement en Espagne. Cette année encore, chaque jour depuis le début du printemps, de petits groupes - y compris des femmes et des enfants, prennent la mer à bord d'embarcations à moteur pour rejoindre les côtes espagnoles, au péril de leur vie. Le 9 juin 2022, un bateau parti d'Alger a été localisé au large d'Ibiza, après huit jours de dérive en mer. Sur les huit passagers, seuls cinq ont survécu à la traversée, a affirmé l'ONG Heroes del Mar.

CAMEROUN

Dans le camp de Kalambari, au Tchad, à une dizaine km de N'Djamena, survivent une partie des 44 000 réfugiés ayant fui les violences inter-communautaires de la région de l'extrême-nord du Cameroun, depuis le mois d'août 2021. Parmi eux, nombreux sont ceux qui font des allers-retours entre leurs villages et les localités tchadiennes au bord du fleuve Chari, qui marque la frontière entre les deux pays, et 10 754 ont été logés dans des camps. Pour éviter de nouveaux affrontements entre ces populations d'exilés, les deux communautés ont été installées dans des sites distincts : les Arabes dans le camp de Guilmey, à N'Djamena, et les Mousgoum à Kalambari.

Ce camp de fortune, construit à la hâte sur un ancien terrain vague, offre des conditions de vie délétères à ses occupants. Il compte désormais un centre de santé et deux écoles. Des briques remplacent progressivement les bâches des 1 900 abris. Le 10 mai 2022, il accueillait déjà 7 490 personnes et la population ne cesse d'augmenter.

La question de l'ouverture d'un troisième camp est en discussion pour regrouper les autres réfugiés vivant dans la trentaine de sites qui ont émergé spontanément le long du fleuve Chari.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/24/tchad-au-camp-de-kalambari-la-faim-compagne-d-infortune-des-refugies-camerounais_6127536_3212.html

LIBYE

Un Soudanais de 19 ans a été retrouvé pendu dimanche 5 juin 2022 dans la prison d'Ain Zara à Tripoli. Son corps est resté plusieurs heures au même endroit avant que la police ne vienne le récupérer et le transférer à l'hôpital central de Tripoli. Les raisons de sa mort sont encore floues. Personne ne peut pour l'heure dire s'il a mis fin à ses jours volontairement en s'accrochant à une structure métallique dans l'une des cellules en construction, ou s'il a été tué. Une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur les circonstances du drame. C'était un demandeur d'asile enregistré auprès du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). L'homme faisait partie des

centaines de migrants qui avaient protesté pendant trois mois dès octobre 2021 devant les locaux de l'agence onusienne à Tripoli, pour demander leur évacuation du pays et leur réinstallation dans un État tiers. La contestation avait pris fin début janvier, quand les policiers libyens avaient envoyé de force les exilés dans la prison d'Ain Zara. D'autres exilés meurent de faim, de maladies, ou sous les coups des Libyens, sans que personne ne le sache. Plusieurs anciens détenus ont assuré avoir été contraints d'enterrer eux-mêmes leurs compagnons d'infortune, sur ordre des gardiens, loin des regards.

MAROC

L'opération d'accueil de la diaspora de retour au Maroc pour l'été « Marhaba » (« Bienvenue »), a repris dimanche 5 juin 2022. Elle était interrompue depuis deux ans pour cause de pandémie de Covid-19 puis de dissensions diplomatiques avec l'Espagne au sujet du Sahara occidental. Après la réouverture des frontières maritimes le 12 avril, les premiers navires transportant des Marocains résidant à l'étranger sont arrivés au port de Tanger, avec le double de moyens. Les membres de la diaspora seront pris en charge dès les ports européens de Gênes, Sète, Marseille, Motril, Almeria ou Algésiras. À l'arrivée au Maroc, ils seront accueillis sur 17 sites dans les ports et aéroports par 1 000 agents, dont les équipes de la fondation Mohamed V pour la solidarité, qui chapeaute l'organisation de l'accueil. L'accent est mis sur le soutien matériel et médical. L'autorité portuaire de Tanger, principal port d'accueil, dit avoir investi l'équivalent de 15 millions d'euros dans ses infrastructures. L'accent est mis sur le soutien matériel et médical. L'autorité portuaire de Tanger, principal port d'accueil, dit avoir investi l'équivalent de 15 millions d'euros dans ses infrastructures. Les délégations des deux pays se réuniront mardi 7 juin pour discuter des conditions de reprise de la circulation des personnes et des biens entre le Maroc et les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla.

Après plusieurs années passées au Maroc, des ressortissants d'Afrique subsaharienne rentrent chez eux, éreintés par leur expérience dans le royaume. En 2021, 2 377 personnes ont bénéficié de l'assistance au retour volontaire vers leurs pays d'origine - dont 98% en Afrique - organisée par l'OIM. Un nombre trois fois supérieur à celui de l'année précédente. Chaque année depuis 2014, plus de 1 000 personnes en moyenne font le choix du retour, contre quelques centaines auparavant. POURQUOI ? Dans le cadre du renforcement de la coopération Sud-Sud, le Maroc a lancé en 2013 sa "*Stratégie nationale d'immigration et d'asile*". Le texte, inédit, a octroyé aux migrants, "réguliers" ou non, des droits essentiels, comme l'accès à des soins de santé gratuits, ou encore la possibilité de scolariser leurs enfants dans les écoles publiques. Le document a été suivi de deux vagues de régularisation des exilés sans-papiers, en décembre 2014 et en décembre 2016. Un peu plus de 40 000 personnes au total ont été concernées par la décision royale. Depuis, aucune autre réforme n'est venue faciliter l'accès aux droits pour les migrants, et plus aucune vague de régularisation n'a été décidée par le royaume. Pire, de nombreuses personnes qui avaient pu bénéficier des précédentes sont retombées dans l'illégalité, car dans l'impossibilité de faire renouveler leur titre de séjour obtenu en 2014 ou 2016. En se focalisant sur l'intégration des migrants "réguliers" et des réfugiés, la nouvelle politique migratoire marocaine a mis de côté une part importante des exilés installés sur son sol, les sans-papiers, qui en attendant tentent de survivre. Un prêtre à Rabat et engagé dans la cause des migrants au Maroc depuis 17 ans confirme : "*Il est très très difficile pour les exilés d'avoir une carte de séjour*". Pour obtenir le fameux sésame, "*les personnes doivent présenter un contrat de travail en bonne et due forme et une preuve légale de logement. Mais sans papiers formels d'identité, impossible là non plus d'avoir un travail et un toit de manière licite. C'est le serpent qui se mord la queue*". Pour survivre, les exilés sont donc contraints de travailler dans le secteur informel. "*Une partie ouvrent de petits commerces et importent des produits de leurs pays. Les femmes migrantes vendent des prestations de coiffure, elles font des tresses. Mais tout ça ne les fait pas vivre. Et la fermeture des frontières due à la pandémie a de toutes façons mis un coup d'arrêt à ces activités. Les personnes sont devenues*

encore plus précaires qu'elles ne l'étaient. À l'église, pendant le coronavirus, on a nourri énormément de gens". La police interpelle brutalement les africains. "Il suffit que vous soyez noirs. Même les étudiants, qui ont un visa, se font constamment contrôlés. C'est un vrai problème dans cette région du Maroc". "Ce racisme, on est obligé de vivre avec, mais c'est de la torture. On a toujours la peur au ventre. Même quand je marche dans la rue, je ne suis pas tranquille". Le racisme quotidien et l'impossibilité d'être en règle poussent de nombreuses personnes à finalement quitter le Maroc, après plusieurs années de tentative d'intégration sur le territoire. Certains envisagent d'abord de partir pour l'Europe. "Mais le renforcement des contrôles dans la Méditerranée les fait bifurquer vers le sud, où ils prennent la mer pour les Canaries, avec les conséquences que l'on connaît". Les autres restent, bloqués dans le royaume. La seule échappatoire qui pointe alors est un retour au pays.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Plus de 72 000 personnes ont dû quitter leurs maisons, ont déclaré les Nations unies vendredi 27 mai 2022. Les combats se poursuivent dans la partie est de la République démocratique du Congo (RDC) entre le résurgent mouvement du M23 et les forces gouvernementales. Deux ONG, le Comité international de secours (IRC) et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), ont chiffré à 37 000 le nombre de déplacés en quatre jours dans la même région. Ces personnes manquent de tout, selon le porte-parole du NRC : "Les personnes que nous avons rencontrées nous disent qu'elles sont parties à 3h du matin. Elles ont attrapé ce qu'elles ont pu, une casserole, un sac de nourriture. Ils ont fui mais la plupart ont dû marcher plus de 20 km, ils ont dû tout laisser sur la route et n'ont gardé avec eux que leurs enfants. Ils n'ont absolument rien [...] On a déjà des cas de diarrhées et de déshydratation parmi les enfants [...] C'est une population meurtrie qui souffre de la faim, des combats et du manque de financements"

TCHAD

En août et en décembre 2021, plusieurs milliers de Camerounais ont trouvé refuge au Tchad à la suite d'un conflit opposant des communautés d'éleveurs à des pêcheurs. Au moins 67 ont perdu la vie. Cela fait plusieurs mois que ces réfugiés vivent dans des camps, gérés par la Commission nationale d'accueil de réinsertion des réfugiés et financés en partie par l'Union européenne et les Nations unies. La vie s'organise malgré des conditions de vie difficiles, car ces familles n'envisagent pas encore de retour en raison d'un manque de sécurité dans leurs villages au Cameroun.

TUNISIE

Lundi 30 mai 2022 à l'aube, une bagarre a éclaté dans un quartier populaire de Sfax, au sud-est de la Tunisie, où vit une importante population migrante. Des coups de couteau sont échangés entre des Guinéens et des Camerounais. Un homme originaire de Guinée, âgé de 35 ans, est mortellement touché et évacué d'urgence à l'hôpital où il succombera à ses blessures. Des forces de police ont patrouillé autour du centre hospitalier pour empêcher d'autres affrontements. Et des appels au calme ont été lancés sur les réseaux sociaux. Le porte-parole du tribunal de Sfax a indiqué qu'une enquête avait été ouverte pour identifier les responsables du drame. Pour le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), cette rixe s'explique par l'extrême précarité à laquelle sont confrontés les exilés en Tunisie. "Les migrants vivent dans un profond dénuement. Leur situation économique et sociale ne permet pas de préserver leur dignité". "Pour survivre, ils sont parfois obligés de se rapprocher des réseaux de traite ou d'économie informelle où ils font des petits boulots". Certains patrons profitent de leur statut de sans-papiers et des "pratiques discriminatoires" de la police les considèrent "toujours comme des délinquants ou des trafiquants". Les autorités estiment qu'environ 60 000 personnes en situation irrégulière sont présents en Tunisie. Beaucoup vivent dans le sud du pays, notamment à Sfax, pour sa proximité géographique avec les

côtes italiennes. La ville est connue pour être un lieu de départ des embarcations de migrants vers l'Europe. Certains ont bien tenté de s'intégrer dans le pays mais ils se heurtent à la réalité économique du pays en proie à une instabilité politique et à un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes.

Depuis plusieurs semaines, des migrants manifestent devant les bureaux du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Tunis. Ils veulent attirer l'attention des médias et des organisations humanitaires sur leurs conditions de vie. Les protestataires réclament également que le HCR accélère leurs demandes de protection internationale et les évacue du pays. La plupart de ces migrants ont parcouru quelque 500 kilomètres pour rejoindre la capitale tunisienne depuis le sud-est du pays. Ils y avaient déjà organisé un sit-in pendant près de deux mois devant l'agence du HCR dans la ville de Zarzis, près de Médenine. Leur mouvement a débuté par des plaintes face au manque de services offerts aux réfugiés et la baisse des aides financières et des aides au logement. Depuis, beaucoup se retrouvent sans-abris et la plupart d'entre eux sont au chômage. Les migrants entendent également dénoncer la lenteur du traitement de leurs documents administratifs. Certains se sont installés avec des tentes dans cette cour à l'intérieur d'une station de pompage. D'autres dorment à l'extérieur sans aucune protection contre le froid. Certains se sont installés avec des tentes dans cette cour à l'intérieur d'une station de pompage. D'autres dorment à l'extérieur sans aucune protection contre le froid. Ils dépendent de l'aide de la population pour survivre. Plus de 40 migrants participant au sit-in sont originaires d'Érythrée, un pays dirigé d'un main de fer par un régime qui contraint ses citoyens à effectuer de nombreuses années de service militaire. Tous ont vécu dans des conditions difficiles en Libye voisine avant d'arriver en Tunisie. *"Nous vivons dans la rue et ne savons pas de quoi sera fait notre avenir. Nous ne pouvons pas retourner en Somalie, c'est fini. Pour qui dois-je rentrer : pour mon père, ou pour ma famille qui est morte au Yémen ? Nous voulons être évacués vers un autre pays. Nous ne voulons pas rester en Tunisie. La vie est dure pour nous ici. Nous sommes en quête d'un meilleur avenir pour nos enfants."* Des divergences opposent désormais les manifestants aux migrants vivant à Tunis. Les migrants de la capitale affirment que le HCR ne traite pas leurs dossiers de manière équitable et que leurs demandes ne sont pas prises en compte au même titre que celles des migrants du sud. Les migrants de Tunis organisent ainsi une manifestation quotidienne devant le bâtiment du HCR pour protester contre la "marginalisation" de leurs demandes.

ASIE

THAÏLANDE

Les réfugiés ont dit avoir payé 1 200 dollars chacun à un passeur pour être amené en Malaisie. Ils avaient quitté la Birmanie et le Bangladesh à bord de trois embarcations avec en tout 178 personnes. Mais les deux premiers bateaux ont été interceptés par la police malaisienne. L'équipage de leur bateau aurait alors décidé de les abandonner sur Koh Dong. Les passeurs leur avaient fait croire qu'ils étaient arrivés sains et saufs en Malaisie, leur destination finale. Un mensonge. Le groupe s'en est vite rendu compte : il avait échoué sur une île thaïlandaise loin des côtes, abandonné là par des trafiquants d'êtres humains. Lorsque la police les a trouvés, les 59 Rohingyas étaient affamés, ils n'avaient rien mangé depuis plusieurs jours. Ils risquent d'être expulsés vers la Birmanie.

<https://www.rfi.fr/fr/asia-pacifique/20220605-une-soixantaine-de-rohingyas-%C3%A9chou%C3%A9s-en-tha%C3%AFlande-risquent-d-%C3%AAtre-expuls%C3%A9s-en-birmanie>

AMÉRIQUE

MEXIQUE

Des centaines de clandestins entrés au Mexique dans le but de se rendre aux États-Unis, 650 ont commencé à recevoir mercredi 8 juin 2022, des documents légalisant leur présence pour trente jours sur le sol mexicain, sans craindre d'être expulsés. À Huixtla, ville du sud du Mexique, des dizaines de milliers de migrants sans papiers en provenance d'Amérique centrale campent dans un centre d'accueil improvisé en attendant que les autorités mexicaines, débordées, leur délivrent des visas temporaires.

USA

Ils ont quitté à pied le Venezuela, le Salvador ou encore le Guatemala. Quatre à cinq mille personnes - hommes, femmes, et enfants - font actuellement route vers les États-Unis, à plus de 3000 km, en quête d'un avenir meilleur. Cette nouvelle caravane de migrants s'est élancée du Mexique début Juin 2022, avec pour objectif de réussir à franchir la frontière américaine. Cette nouvelle caravane a trouvé un fort écho médiatique car le président américain espère conclure un accord de coopération régionale sur l'immigration lors du Sommet des Amériques qui se déroule à Los Angeles du 6 au 10 juin 2022. qui se déroule à Los Angeles.

Alors que les chefs d'État dans le continent se réunissent pendant 4 jours pour aborder plusieurs sujets, dont les questions migratoires, plusieurs milliers de migrants ont quitté le Mexique, lundi 6 juin 2022, pour rejoindre les États-Unis. "Les migrants ne sont pas des criminels, ce sont des travailleurs internationaux" est écrit sur une banderole emmenée par certains participants de la caravane. L'ONG Dignificacion Humana a voulu adresser ce message aux chefs d'État : *"les femmes et les enfants migrants, les familles des migrants, ne sont pas des monnaies d'échange" pour "des intérêts idéologiques et politiques". "Sans sacrifice, il n'y a pas de victoire".* Ce Vénézuélien a dû quitter son pays et son travail pour trouver mieux, car son salaire ne lui suffisait pas.

<https://www.linfo.re/monde/amerique/mexique-une-caravane-de-migrants-en-route-vers-les-etats-unis>

A VOIR – A LIRE

La journaliste franco-tunisienne Nadia Hathroubi-Safsaf vient de publier l'ouvrage "**Enfances abandonnées**" pour lequel elle a enquêté pendant un an sur le sort des mineurs non accompagnés (MNA). Il s'agit de jeunes de moins de 18 ans qui sont arrivés seuls en France et qui sont, pour certains, livrés à eux-mêmes. Cette journaliste, rédactrice en chef du mensuel Le Courrier de l'Atlas, déplore le manque d'intérêt de nombreux médias pour ces enfants qui vivent dans la rue. Ils vivent dans la rue, sur les trottoirs de France, sous les ponts, loin des lumières des lampadaires. Pour la majorité, ce sont des mineurs, les plus jeunes ont onze ans. Quand on les voit, on ne les regarde pas. Au gré des polémiques, de l'agenda politique et des fake news, les médias s'intéressent rapidement à leur sort : on dit qu'ils se prostituent, qu'ils volent, qu'ils se droguent, qu'ils agressent, ces enfants nourrissent le fantasme d'un pays submergé par l'immigration et la perte de son identité. Mais qui sont-ils ? Pourquoi sont-ils chez nous ? Combien sont-ils ? Des milliers probablement, disséminés dans les grandes villes de France.

Au cours des sept dernières décennies, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a œuvré aux côtés de pays du monde entier pour venir en aide aux personnes déracinées afin qu'elles puissent bénéficier d'une protection et reconstruire leur vie. Au fil du temps, l'agence a

rassemblé plus de 100 000 photos qui témoignent de ce que signifie réellement le fait de devoir fuir son foyer. Pour faire revivre une partie de l'histoire, le HCR a fait appel à l'artiste brésilienne Marina Amaral, spécialisée dans la **mise en couleur de photographies en noir et blanc**, qui nous permet aujourd'hui de porter un regard neuf sur le passé. Consciente du pouvoir de la couleur « d'influencer et de modifier nos émotions », Marina s'est penchée avec enthousiasme sur une sélection de 12 photos tour à tour joyeuses, poignantes, enthousiasmantes ou déchirantes. (voir sur le site : <https://www.unhcr.org/spotlight/fr/2022/06/les-couleurs-de-lexil/>).

Témoignage

À Nea Kavala, camp Grec, rien ne change. Depuis plusieurs mois, de nombreux migrants de ce campement grec, non loin de la frontière macédonienne, n'ont plus accès à la nourriture. C'est le cas d'une **mère de famille congolaise régularisée** et de son fils de 7 ans. Elle et son enfant ont été exclus du dispositif alimentaire car elle a obtenu le statut de réfugié. *"Je n'ai pas de sources de revenus. Ce sont les autres Africains vivant dans le camp qui m'aident. Ils me donnent 5 ou 10 euros de temps en temps. C'est pas grand chose mais ça me permet d'acheter l'essentiel pour mon fils et moi. Mon fils a 7 ans, il aura 8 ans en octobre prochain. Il mange, je peux pas vous dire le contraire, mais il n'est jamais rassasié. C'est difficile. Il ne boit jamais de lait, par exemple. Ça fait des mois... Normalement, on en boit beaucoup mais on n'a pas les moyens d'en acheter. Il ne boit pas assez d'eau non plus, parce qu'on n'a pas accès aux bouteilles d'eau. Quand tu vas demander de l'eau, les gens de la distribution te disent 'non'. Si tu as reçu un titre de séjour, comme moi, tu n'as plus accès ni à la nourriture ni à une aide financière. Depuis le mois d'octobre 2021, je ne reçois donc plus rien. Ça va faire huit mois que je survis comme ça, sans nourriture, sans aide. Je n'ai pas le choix, c'est ma vie ici. Il y a une ONG qui s'appelle Drop. C'est bien quand ils viennent, mais ils ne sont là que deux fois par mois. Ils nous donnent à tous de la farine, du sel... De manière générale, peu de personnes ont accès à la nourriture. Je voulais vous montrer la file d'attente mais c'est dur de prendre des photos, il y a des gardes partout et ils me demandent pourquoi je les filme avec mon portable. Franchement, presque personne ne vient. Là, il est presque midi [jeudi 26 mai 2022], j'ai vu seulement deux personnes se présenter au stand. On doit être 500 ou 600 personnes maximum [contre environ 1 500 en octobre 2021]. Il n'y a plus beaucoup de gens au camp. Beaucoup ont fui face à ces conditions de vie. Ils ne supportent plus la situation... Ils sont allés vers la frontière de la Macédoine. je reste dans le camp, mais je ne peux pas partir pour le moment. Ma demande d'asile a été acceptée, oui, mais j'attends toujours mon passeport. Il y a eu des frais administratifs, j'ai mis du temps à payer... Une fois que je le reçois, je pourrai partir du camp et tenter ma chance ailleurs en Europe, dans un pays francophone. Je demanderai à mes amis ici et ailleurs de me payer un billet d'avion pour la Belgique ou pour la France. Mon souhait serait la France. Je pourrai venir avec mon fils."*

Un marocain de 33 ans, se trouve **bloqué en Italie** depuis quatre mois. Il a d'abord quitté son pays, le Maroc, car cet athée originaire de Beni Mellal a connu *"trop de problèmes avec les islamistes"*. Proche du Mouvement du 20 Février 2011, (soulèvement populaire qui a secoué la société marocaine dans le sillage des Printemps arabes), il s'était engagé comme militant en faveur des libertés individuelles dans son pays. Mais, plusieurs années après, son engagement et son athéisme lui ont valu d'être "discriminé". Il est alors parti en Algérie, puis en Libye, où il a été envoyé en centre de détention, et enfin a rejoint l'Italie en canot. Son but était l'Allemagne, un pays loin des fondamentalismes religieux, où il souhaitait étudier l'économie. Mais, bloqué en Italie, il s'est résolu à changer ses plans. *"Je suis arrivé à Vintimille au mois de février 2022. J'ai tout de suite voulu passer en France pour rejoindre l'Allemagne. J'ai essayé six fois, je n'ai jamais réussi. La première fois, en février, j'ai traversé à pied mais j'ai été arrêté à Menton. La deuxième fois, j'ai*

pris un train. La troisième fois, j'ai tenté le Pas de la mort. Puis j'ai à nouveau tenté plusieurs fois en train. Lors de ma sixième et dernière tentative, j'ai été arrêté par les autorités françaises alors que je marchais dans la forêt, près de la ville de Latte. À chaque fois que j'ai été arrêté, les autorités françaises ont été méchantes. Les policiers nous traitent mal. Parfois tu entends des insultes. Ils nous poussent dans les voitures, ils nous poussent dans des pièces où on dort sans couverture. J'ai compris que j'allais prendre mon temps, alors j'ai décidé de demander l'asile en Italie. Je suis obligé, ce n'est pas une question de choix. À Vintimille, je mange grâce au collectif Progetto 20K [une association qui vient en aide aux migrants dans la région]. Ils aident aussi les migrants à trouver des vêtements, à prendre une douche, à prendre des médicaments si besoin. Tous les migrants bloqués comme moi vivent sous les ponts à Vintimille. Il y a des Soudanais, des Égyptiens, des Tunisiens, des Algériens, des Marocains, des Mauritaniens, des Tchadiens, des Maliens... Tout le monde aide tout le monde. Tu peux donner une couverture à quelqu'un qui vient d'arriver ou donner quelque chose à manger. C'est ce que je fais. Pour dormir, j'ai trouvé un trou dans le pilier d'un pont près d'une rivière, à la sortie de la ville. C'est à côté d'une autoroute. C'est mon endroit. Depuis un mois, j'ai trouvé un travail au noir dans la région de San Remo. Ce n'est pas loin de Vintimille, j'y vais en train. Je travaille dans les champs, pour des propriétaires italiens, toujours différents. On change d'endroit tout le temps. Il n'y a que des migrants sans-papiers qui travaillent là. En ce moment je travaille sur un terrain où il y a une maison abandonnée. Ceux qui nous paient nous cachent là pendant nos pauses pendant la journée, pour ne pas qu'on se fasse repérer. Je gagne 30 euros par jour pour 10 heures de travail. Il y a beaucoup de souffrance, c'est difficile. Il faut beaucoup travailler pour garder sa place. J'ai des traces de blessures sur ma peau, et mon poids diminue mois après mois. Je pèse 50 kg, pour 1m74. J'ai perdu 12 kg ces trois derniers mois à cause du travail et de ma situation."

UN IRANIEN, RACONTE SA TRAVERSÉE DE LA MANCHE

Il a quitté sa ville natale de Téhéran, en Iran, en janvier 2022. Pour rejoindre sa destination finale, le Royaume-Uni, cet ancien professeur d'anglais a traversé de nombreux pays. En mars 2022, il subit un calvaire à la frontière polono-biélorusse. L'hiver 2022, il a marché cinq jours et cinq nuits en pleine forêt, par un froid glacial. Un jour, plusieurs personnes du groupe avec lequel il marchait ont été rouées de coups devant ses yeux. "Ils les battaient [les migrants] en criant 'go back to Belarus ! C'était très difficile d'assister à ça". Après la Pologne et l'Allemagne, le jeune homme a finalement atteint, le nord de la France. Les côtes anglaises n'étaient alors plus très loin.

"J'ai passé un mois dans la région de Calais, à chercher un bateau pour partir pour l'Angleterre. J'ai fini par trouver des passeurs, mais ils me demandaient 3 000 euros pour la traversée. Je n'avais pas la somme. Mon père, en Iran, pouvait m'envoyer un peu d'argent mais pas autant. Alors j'ai réuni tout ce que j'ai pu et je leur ai proposé 2 500 euros. Heureusement, ils ont accepté. Un soir, ils m'ont donné rendez-vous avec d'autres exilés vers 21h, derrière une plage. C'était à Wimereux. Nous avons attendu toute la nuit et à 5h du matin, le 14 avril, avec 21 autres personnes, nous nous sommes rendus sur la plage. Il n'y avait que nous, et un bateau nous attendait. Il ne faisait pas trop froid, la météo était bonne. Mais une fois tous à l'intérieur, les passeurs, ceux qui avaient organisé la traversée, nous ont dit que l'embarcation était trop chargée. Il fallait que des personnes s'en aillent, mais aucune ne voulait partir. Ils ont commencé à crier et ont frappé des passagers, pour les forcer à faire demi-tour. Finalement, une seule personne s'est désistée, et nous sommes partis. Nous étions 20 Iraniens, dont une femme, et un passager turc. Dans le groupe, il y avait des personnes qui n'avaient pas payé le passage. En échange, ils devaient conduire le bateau. Quand nous sommes arrivés au milieu de la mer, qu'on ne voyait plus les côtes ni d'un côté ni de l'autre, les gens ont commencé à avoir peur. Certains pleuraient car ils pensaient qu'on s'était perdus. Il faisait plus froid, mais moi je n'ai pas trouvé cela insupportable. J'ai connu tellement pire sur mon chemin. Vers 11h30, nous sommes arrivés à proximité de l'Angleterre. Un

bateau de la police est venu vers nous. Ils nous ont fait monter avec eux. Arrivés à terre, nous avons fait des test anti-Covid, on a pris nos empreintes et on s'est enregistré auprès de l'administration. On nous a aussi donné de la nourriture et distribué des vêtements secs, car tout le monde était trempé. D'un centre pour migrants dans le sud du pays, on nous a ensuite transféré à Londres, dans un hôtel où il y a plein d'autres réfugiés du monde entier. En arrivant ici, j'ai appris en regardant les informations à la télé que les migrants allaient être emmenés au Rwanda. C'était horrible. J'ai paniqué, j'étais complètement déboussolé. À cause du stress, ma maladie de peau est revenue. Je suis tellement déçu. On en parle beaucoup ici, entre nous. L'administration ne nous dit rien. Tout ce que je sais, c'est qu'il y a déjà un groupe qui doit partir d'ici une quinzaine de jours [un premier groupe de migrants a été désigné par les autorités pour un départ pour Kigali le 14 juin prochain. Certaines personnes, désespérées, ont tenté de mettre fin à leur jour quand elles ont appris la nouvelle. Moi, je veux vraiment rester ici. J'ai un peu de famille et quelques amis. Ailleurs, je n'ai personne, et je n'ai plus d'argent. J'ai dépensé tout ce que j'avais pour venir au Royaume-Uni et avoir une vie simple, où je ne me sentais plus en danger permanent.

ON EST MIEUX EN FRANCE QU'EN GRÈCE

Un Congolais d'une quarantaine d'années était arrivé en 2019 sur l'île grecque avec ses deux filles et sa femme, et attendait le traitement de son dossier d'asile. En septembre 2020, il vivait sous un abri de fortune fait de bâches et de bois de bois, près du camps de Samos. En avril 2021, il avait obtenu le statut de réfugié mais faute de travail et de possibilité d'intégration sur la petite île, lui et sa famille étaient contraints de rester dans le camp de Samos, dans des conditions extrêmement précaires. Sa femme avait entre-temps donné naissance à un petit garçon. Désespéré, il se disait "abandonné" et ne savait pas "comment sortir de là". "En septembre 2021, on a quitté Samos pour Athènes. Grâce à l'aide d'une ONG, on a trouvé un logement. On payait le loyer avec la somme versée par *Helios mais les fins de mois étaient difficiles. Avec cet argent, on devait tout faire : payer le loyer de 350 euros, les charges et la nourriture. J'ai également sollicité Helios pour faire une formation professionnelle, afin de faire valoir mon expérience. Dans mon pays, j'étais chauffeur de poids-lourds et je voulais reprendre cette activité en Grèce. Mais on ne m'a jamais rien proposé. Et trouver du travail en Grèce lorsqu'on ne maîtrise pas la langue, c'est mission impossible. Comme nous parlions tous français dans la famille, on a décidé d'aller en France. On se disait que ce serait plus simple pour travailler et pour les enfants. J'avais gardé le dernier versement d'Helios en me disant que ça me servirait à l'avenir. On a utilisé cet argent pour payer les billets d'avion pour Paris. On est arrivés à l'aéroport d'Orly, le 15 avril dernier, vers 1h du matin. Nous ne connaissions personne. On était perdus, on ne savait pas où aller. Une Française, qui avait fait le vol avec nous, a remarqué notre désarroi et nous a accueillis chez elle, en région parisienne, le temps qu'on trouve une solution. On est restés quatre jours dans son appartement, puis nous avons passé quelques nuits dans un camp de Roms non loin de là. Ensuite, j'ai contacté le numéro de l'Ofii et je me suis rendu à l'association Coallia, vers la préfecture du département. On s'est enregistré et on a eu rendez-vous pour le 5 mai à l'Ofii. Lors de notre entretien à l'Ofii, on nous a orientés vers le CADA [centre d'accueil des demandeurs d'asile] de Saint-Beauzire, à une quinzaine de kilomètres de Clermont-Ferrand. C'est un ancien centre de vacances, nous avons un gîte pour nous cinq. Depuis que nous sommes en France, c'est la joie. Le moral est bon, je n'ai plus de pensées négatives. Après ces années de calvaire en Grèce, c'était inimaginable. Mes deux filles de 9 et 4 ans vont à l'école – le petit dernier n'a qu'un an et demi donc il reste avec nous. Elles sont tellement heureuses ici. Quand on va les chercher en fin d'après-midi, elles nous racontent ce qu'elles ont fait à l'école, et elles sont si enjouées. **On n'avait jamais connu une telle hospitalité en Grèce.** Nous avons déposé l'asile une nouvelle fois ici en France. On a envoyé le dossier à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) et on attend l'entretien.

Je sais que ça peut être difficile car on a déjà obtenu la protection en Grèce mais là-bas c'était impossible de s'intégrer. J'ai bon espoir. J'ai apporté des preuves de notre quotidien précaire là-bas, j'espère que ça ira. Je ne veux pas être un poids pour la société française mais travailler pour faire vivre ma famille. Je veux reprendre mon métier de chauffeur-routier et offrir une meilleure vie à mes enfants."

*Hélios est un programme qui offre depuis 2019 une aide au logement aux réfugiés installés en Grèce et les accompagne dans leur intégration. Pour une famille comme celle de Franck, la somme versée s'élève à 504 euros par mois pendant un an. Le projet est financé par la Commission européenne et est mis en œuvre par l'Organisation internationale des migrations (OIM) en coopération avec le ministère grec des Migrations. Il apporte aussi une aide à la préparation à l'emploi et à l'accès au travail en Grèce. Il doit permettre de mettre en relation les employeurs du secteur privé et les réfugiés. Mais dans les faits, l'intégration en Grèce est très difficile, voire impossible. Le pays, lourdement touché par la crise financière, peine à se relever et n'offre que très peu de perspectives économiques.